

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 29 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1992	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 203

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2107

Κύρωση «Διεθνούς Σύμβασης για την ενοποίηση ορισμένων νομικών κανόνων σχετικά με τις φορτωτικές και του Πρωτοκόλλου υπογραφής αυτής», «Πρωτοκόλλου για την τροποποίηση της Διεθνούς Σύμβασης για την ενοποίηση ορισμένων νομικών κανόνων σχετικά με τις φορτωτικές, που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 25 Αυγούστου 1924» και «Πρωτοκόλλου για την τροποποίηση της Διεθνούς Σύμβασης για την ενοποίηση ορισμένων νομικών κανόνων σχετικά με τις φορτωτικές της 25ης Αυγούστου 1924, όπως αυτή τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο της 23ης Φεβρουαρίου 1968».

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

1. Κυρώνονται και έχουν την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παράγραφος 1 του Συντάγματος: α) η "Διεθνής Σύμβαση για την ενοποίηση ορισμένων κανόνων σχετικά με τις φορτωτικές και το Πρωτόκολλο υπογραφής αυτής", που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες, στις 24 Αυγούστου 1924, β) το "Πρωτόκολλο για την τροποποίηση της Διεθνούς Σύμβασης για την ενοποίηση ορισμένων νομικών κανόνων σχετικά με τις φορτωτικές, που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 25 Αυγούστου 1924", που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 23 Φεβρουαρίου 1968, και γ) το "Πρωτόκολλο για την τροποποίηση της Διεθνούς Σύμβασης για την ενοποίηση ορισμένων νομικών κανόνων σχετικά με τις φορτωτικές της 25ης Αυγούστου 1924, όπως αυτή τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο της 23ης Φεβρουαρίου 1968" που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 21 Δεκεμβρίου 1979.

2. Το κείμενο της Σύμβασης σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα, και τα κείμενα των δύο Πρωτοκόλλων σε πρωτότυπο στην αγγλική γλώσσα, όλα μεταφρασμένα στην ελληνική έχουν ως εξής:

CONVENTION INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES REGLES EN MATIERE DE CONNAISSEMENT.

-:-:-:-:-:-:-

Le Président de la République Allemande, le Président de la République Argentine, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République du Chili, le Président de la République de Cuba, Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Chef de l'Etat Esthonien, le Président des Etats-Unis d'Amérique, le Président de la République de Finlande, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Président de la République de Lettonie, le Président de la République du Mexique, Sa Majesté le Roi de Norvège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le Président de la République du Pérou, le Président de la République de Pologne, le Président de la République Portugaise, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, Sa Majesté le Roi de Suède et le Président de la République de l'Uruguay,

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes en matière de connaissement, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Monsieur le Président de la République Allemande :
S.E. M. von Keller, Ministre d'Allemagne à Bruxelles.

Monsieur le Président de la République Argentine

Sa Majesté le Roi des Belges :
M. L. Franck, Ministre des Colonies, Président du Comité maritime international ;
M. A. Le Jeune, Sénateur, Vice-Président du Comité maritime international ;
M. F. Sohr, Docteur en droit, Secrétaire Général du Comité maritime international, Professeur à l'Université de Bruxelles.

Monsieur le Président de la République du Chili :
S.E. M. Armando Quezada, Ministre du Chili à Bruxelles.

Monsieur le Président de la République de Cuba :

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande :

Sa Majesté le Roi d'Espagne :
S.E. M. le Marquis de Villalobar et de Guimarey, Ambassadeur d'Espagne à Bruxelles.

Monsieur le Chef de l'Etat Esthonien :
S.E. M. Pusta, Ministre d'Esthonie à Bruxelles.

Monsieur le Président des Etats-Unis d'Amérique :
S.E. M. W. Phillips, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Bruxelles.

Monsieur le Président de la République de Finlande :

Monsieur le Président de la République Française :

S.E. M. M.Herbette, Ambassadeur de France à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

S.E. le Très Honorable Sir George Grahame, G.C.V.O., K.C.M.G. Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Bruxelles.

Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie :

M. le Comte Olivier Woraczicky, Baron de Pabienitz, Chargé d'Affaires de Hongrie à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. N. Danco, Chargé d'Affaires a.i. d'Italie à Bruxelles.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

S.E. M. M. Adatci, Ambassadeur du Japon à Bruxelles.

Monsieur le Président de la République de Lettonie :

Monsieur le Président de la République du Mexique :

Sa Majesté le Roi de Norvège :

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Le Président de la République du Pérou :

Monsieur le Président de la République de Pológne et la Ville libre de Dantzig.

S.E. M. le Comte J. Szembek, Ministre de Pologne à Bruxelles.

Monsieur le Président de la République Portugaise :

Sa Majesté le Roi de Roumanie :
S.E. M. Henri Catargi, Ministre de Roumanie à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :
M. M. Straznicky et Verona.

Sa Majesté le Roi de Suède :

Monsieur le Président de la République de l'Uruguay :

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1.

Dans la présente convention les mots suivants sont employés dans le sens précis indiqué ci-dessous :

a) "Transporteur" comprend le propriétaire du navire ou l'affréteur, partie à un contrat de transport avec un chargeur.

b) "Contrat de transport" s'applique uniquement au contrat de transport constaté par un connaissement ou par tout document similaire formant titre pour le transport des marchandises par mer ; il s'applique également au connaissement ou document similaire émis en vertu d'une charte-partie à partir du moment où ce titre régit les rapports du transporteur et du porteur du connaissement.

c) "Marchandises" comprend biens, objets, marchandises et articles de nature quelconque, à l'exception des animaux vivants et de la cargaison qui, par le contrat de transport, est déclarée comme mise sur le pont et, en fait, est ainsi transportée.

d) "Navire" signifie tout bâtiment employé pour le transport des marchandises en mer.

e) "Transport de marchandises" couvre le temps écoulé depuis le chargement des marchandises à bord du navire jusqu'à leur déchargement du navire.

ARTICLE 2.

Sous réserve des dispositions de l'article 6, le transporteur dans tous les contrats de transport des marchandises par mer sera, quant au chargement, à la manutention, à l'arrimage, au transport, à la garde, aux soins et au déchargement des dites marchandises, soumis aux responsabilités et obligations, comme il bénéficiera des droits et exonérations ci-dessous énoncés.

ARTICLE 3.

1.- Le transporteur sera tenu avant et au début du voyage d'exercer une diligence raisonnable pour :

(a) Mettre le navire en état de navigabilité ;

(b) Convenablement armer, équiper et approvisionner le navire ;

(c) Approprier et mettre en bon état les cales, chambres froides et frigorifiques et toutes autres parties du navire où des marchandises sont chargées pour leur réception, transport et conservation.

2.- Le transporteur, sous réserve des dispositions de l'article 4, procédera de façon appropriée et soigneuse au chargement, à la manutention, à l'arrimage, au transport, à la garde, aux soins et au déchargement des marchandises transportées.

3.- Après avoir reçu et pris en charge les marchandises, le transporteur ou le capitaine ou agent du transporteur devra, sur demande du chargeur, délivrer au chargeur un connaissement portant entre autres choses :

(a) Les marques principales nécessaires à l'identification des marchandises telles qu'elles sont fournies par écrit par le chargeur avant que le chargement de ces marchandises ne commence pourvu que ces marques soient imprimées ou apposées clairement de toute autre façon sur les marchandises non emballées ou sur les caisses ou emballages dans lesquelles les marchandises sont contenues, de telle sorte qu'elles devraient normalement rester lisibles jusqu'à la fin du voyage ;

(b) Ou le nombre de colis, ou de pièces, ou la quantité ou le poids, suivant les cas, tels qu'ils sont fournis par écrit par le chargeur ;

(c) L'état et le conditionnement apparent des marchandises.

Cependant aucun transporteur, capitaine ou agent du transporteur ne sera tenu de déclarer ou de mentionner, dans le connaissement des marques, un nombre, une quantité ou un poids, dont il a une raison sérieuse de soupçonner qu'ils ne représentent pas exactement les marchandises actuellement reçues par lui, ou qu'il n'a pas eu des moyens raisonnables de vérifier.

4.- Un tel connaissement vaudra présomption, sauf preuve contraire, de la réception par le transporteur des marchandises telles qu'elles y sont décrites conformément au § 3 a) b) et c).

5.- Le chargeur sera considéré avoir garanti au transporteur, au moment du chargement, l'exactitude des marques, du nombre, de la quantité et du poids tels qu'ils sont fournis par lui, et le chargeur indemnisera le transporteur de toutes pertes, dommages et dépenses provenant ou résultant d'inexactitudes sur ces points. Le droit du transporteur à pareille indemnité ne limitera d'aucune façon sa responsabilité et ses engagements sous l'empire du contrat de transport vis-à-vis de toute personne autre que le chargeur.

6.- A moins qu un avis des pertes ou dommages et de la nature générale de ces pertes ou dommages ne soit donné par écrit au transporteur ou à son agent au port de déchargement, avant ou au moment de l'enlèvement des marchandises, et de leur remise

sous la garde de la personne ayant droit à la délivrance sous l'empire du contrat de transport, cet enlèvement constituera, jusqu'à preuve contraire, une présomption que les marchandises ont été délivrées par le transporteur telles qu'elles sont décrites au connaissement.

Si les pertes ou dommages ne sont pas apparents, l'avis doit être donné dans les trois jours de la délivrance.

Les réserves écrites sont inutiles si l'état de la marchandise a été contradictoirement constaté au moment de la réception.

En tout cas le transporteur et le navire seront déchargés de toute responsabilité pour pertes ou dommages à moins qu'une action ne soit intentée dans l'année de la délivrance des marchandises ou de la date à laquelle elles eussent dû être délivrées.

En cas de perte ou dommage certains ou présumés, le transporteur et le réceptionnaire se donneront réciproquement toutes les facilités raisonnables pour l'inspection de la marchandise et la vérification du nombre de colis.

7.- Lorsque les marchandises auront été chargées, le connaissement que délivrera le transporteur, capitaine ou agent du transporteur au chargeur sera, si le chargeur le demande, un connaissement libellé "Embarqué" pourvu que, si le chargeur a auparavant reçu quelque document donnant droit à ces marchandises, il restitue ce document contre remise d'un connaissement "Embarqué". Le transporteur, le capitaine ou l'agent aura également la faculté d'annoter au port d'embarquement, sur le document remis en premier lieu, le ou les noms du ou des navires sur lesquels les marchandises ont été embarquées et la date ou les dates de l'embarquement, et lorsque ce document sera ainsi annoté, il sera, s'il contient les mentions de l'article 3 §3, considéré aux fins de cet article comme constituant un connaissement libellé "Embarqué".

8.- Toute clause, convention ou accord dans un contrat de transport exonérant le transporteur ou le navire de responsabilité pour perte ou dommage concernant des marchandises

provenant de négligence, faute ou manquement aux devoirs ou obligations édictées dans cet article ou atténuant cette responsabilité autrement que ne le prescrit la présente Convention, sera nulle, non avenue et sans effet. Une clause cédant le bénéfice de l'assurance au transporteur ou toute clause semblable sera considérée comme exonérant le transporteur de sa responsabilité.

ARTICLE 4.

1.- Ni le transporteur ni le navire ne seront responsables des pertes ou dommages provenant ou résultant de l'état d'innavigabilité à moins qu'il ne soit imputable à un manque de diligence raisonnable de la part du transporteur à mettre le navire en état de navigabilité ou à assurer au navire un armement, équipement ou approvisionnement convenables, ou à approprier et mettre en bon état les cales, chambres froides et frigorifiques et toutes autres parties du navire où des marchandises sont chargées, de façon qu'elles soient aptes à la réception, au transport et à la préservation des marchandises, le tout conformément aux prescriptions de l'article 3 § 1. Toutes les fois qu'une perte ou un dommage aura résulté de l'innavigabilité, le fardeau de la preuve en ce qui concerne l'exercice de la diligence raisonnable tombera sur le transporteur ou sur toute autre personne se prévalant de l'exonération prévue au présent article.

2.- Ni le transporteur ni le navire ne seront responsables pour perte ou dommage résultant ou provenant :

(a) Des actes, négligence ou défaut du capitaine, marin, pilote ou des préposés du transporteur dans la navigation ou dans l'administration du navire ;

(b) d'un incendie, à moins qu'il ne soit causé par le fait ou la faute du transporteur ;

(c) des périls, dangers ou accidents de la mer ou d'autres eaux navigables ;

(d) d'un "acte de Dieu" ;

(e) de faits de guerre ;

(f) du fait d'ennemis publics ;

(g) d'un arrêt ou contrainte de prince, autorités ou peuple, ou d'une saisie judiciaire ;

(h) d'une restriction de quarantaine ;

(i) d'un acte ou d'une omission du chargeur ou propriétaire des marchandises, de son agent ou représentant ;

(j) de grèves ou lockouts ou d'arrêts ou entraves apportés au travail, pour quelque cause que ce soit, partiellement ou complètement ;

(k) d'émeutes ou de troubles civils ;

(l) d'un sauvetage ou tentative de sauvetage de vies ou de biens en mer ;

(m) de la freinte en volume ou en poids ou de toute autre perte ou dommage résultant de vice caché, nature spéciale ou vice propre de la marchandise ;

(n) d'une insuffisance d'emballage ;

(o) d'une insuffisance ou imperfection de marques ;

(p) de vices cachés échappant à une diligence raisonnable;

(q) de toute autre cause ne provenant pas du fait ou de la faute du transporteur ou du fait ou de la faute des agents ou préposés du transporteur, mais le fardeau de la preuve incombera à la personne réclamant le bénéfice de cette exception et il lui appartiendra de montrer que ni la faute personnelle ni le fait du transporteur ni la faute ou le fait des agents ou préposés du transporteur n'ont contribué à la perte ou au dommage.

3.- Le chargeur ne sera pas responsable des pertes ou dommages subis par le transporteur ou le navire et qui proviendraient ou résulteraient de toute cause quelconque sans qu'il y ait acte, faute ou négligence du chargeur, de ses agents ou de ses préposés.

4.- Aucune déroutement pour sauver ou tenter de sauver des vies ou des biens en mer, ni aucun déroutement raisonnable ne sera considéré comme une infraction à la présente convention ou au contrat de transport, et le transporteur ne sera responsable d'aucune perte ou dommage en résultant.

5.- Le transporteur comme le navire ne seront tenus en aucun cas des pertes ou dommages causés aux marchandises ou les concernant, pour une somme dépassant 100 liv. sterl. par colis ou unité, ou l'équivalent de cette somme en une autre monnaie, à moins que la nature et la valeur de ces marchandises n'aient été déclarées par le chargeur avant leur embarquement et que cette déclaration ait été insérée au connaissement.

Cette déclaration ainsi insérée dans le connaissement constituera une présomption sauf preuve contraire, mais elle ne liera pas le transporteur qui pourra la contester.

Par convention entre le transporteur, capitaine ou agent du transporteur et le chargeur, une somme maximum différente de celle inscrite dans ce paragraphe peut être déterminée, pourvu que ce maximum conventionnel ne soit pas inférieur au chiffre ci-dessus fixé.

Ni le transporteur ni le navire ne seront en aucun cas responsables pour perte ou dommage causé aux marchandises ou les concernant, si dans le connaissement le chargeur a fait sciemment une déclaration fausse de leur nature ou de leur valeur.

6.- Les marchandises de nature inflammable, explosive ou dangereuse, à l'embarquement desquelles le transporteur, le capitaine ou l'agent du transporteur n'auraient pas consenti, en connaissant leur nature ou leur caractère pourront à tout moment avant déchargement, être débarquées à tout endroit ou détruites ou rendues inoffensives par le transporteur sans indemnité et le chargeur de ces marchandises sera responsable de tout dommage et dépenses provenant ou résultant directement ou indirectement de leur embarquement. Si quelqu'une de ces marchandises embarquées à la connaissance et avec le consentement du transporteur devenait un danger pour le navire ou la cargaison, elle pourrait de même façon être débarquée ou détruite ou rendue inoffensive par le transporteur, sans responsabilité de la part du transporteur si ce n'est du chef d'avaries communes s'il y a lieu.

ARTICLE 5.

Un transporteur sera libre d'abandonner tout ou partie de ses droits et exonérations ou d'augmenter ses responsabilités et obligations tels que les uns et les autres sont prévus par la présente convention pourvu que cet abandon ou cette augmentation soit inséré dans le connaissement délivré au chargeur.

Aucune disposition de la présente convention ne s'applique aux chartes-parties ; mais si des connaissements sont émis dans le cas d'un navire sous l'empire d'une charte-partie, ils sont soumis aux termes de la présente convention. Aucune disposition dans ces règles ne sera considérée comme empêchant l'insertion dans un connaissement d'une disposition licite quelconque au sujet d'avaries communes.

ARTICLE 6.

Nonobstant les dispositions des articles précédents, un transporteur, capitaine ou agent du transporteur et un chargeur seront libres, pour des marchandises déterminées quelles qu'elles soient, de passer un contrat quelconque avec des conditions quelconques concernant la responsabilité et les obligations du transporteur pour ces marchandises, ainsi que les droits et exonérations du transporteur au sujet de ces mêmes marchandises, ou concernant ses obligations quant à l'état de navigabilité du navire dans la mesure où cette stipulation n'est pas contraire à l'ordre public ou concernant les soins ou diligence de ses préposés ou agents quant au chargement, à la manutention, à l'arrimage, au transport, à la garde, aux soins et au déchargement des marchandises transportées par mer, pourvu qu'en ce cas aucun connaissement n'ait été ou ne soit émis et que les conditions de l'accord intervenu soient insérées dans un récépissé qui sera un document non négociable et portera mention de ce caractère.

Toute convention ainsi conclue aura plein effet légal.

Il est toutefois convenu que cet article ne s'appliquera pas aux cargaisons commerciales ordinaires, faites au cours d'opérations commerciales ordinaires, mais seulement à d'autres chargements où le caractère et la condition des biens à transporter et les circonstances, les termes et les conditions auxquels le transport doit se faire sont de nature à justifier une convention spéciale.

ARTICLE 7.

Aucune disposition de la présente convention ne défend à un transporteur ou à un chargeur d'insérer dans un contrat des stipulations, conditions, réserves ou exonérations relatives aux obligations et responsabilités du transporteur ou du navire pour la perte ou les dommages survenant aux marchandises, ou concernant leur garde, soin et manutention, antérieurement au chargement et postérieurement au déchargement du navire sur lequel les marchandises sont transportées par mer.

ARTICLE 8.

Les dispositions de la présente convention ne modifient ni les droits ni les obligations du transporteur tels qu'ils résultent de toute loi en vigueur en ce moment relativement à la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer.

ARTICLE 9.

Les unités monétaires dont il s'agit dans la présente convention s'entendent valeur or.

Ceux des Etats contractants où la livre sterling n'est pas employée comme unité monétaire se réservent le droit de convertir en chiffres ronds, d'après leur système monétaire, les sommes indiquées en livres sterling dans la présente convention.

Les lois nationales peuvent réserver au débiteur la faculté de se libérer dans la monnaie nationale, d'après le cours du change au jour de l'arrivée du navire au port de déchargement de la marchandise dont il s'agit.

ARTICLE IO.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront à tout connaissement créé dans un des Etats contractants.

ARTICLE II.

A l'expiration du délai de deux ans au plus tard à compter du jour de la signature de la convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes qui se seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur. Les ratifications seront déposées à Bruxelles à la date qui sera fixée de commun accord entre les dits Gouvernements. Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Etats qui y prendront part et par le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique.

Les dépôts ultérieurs se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement belge et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, de notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratifications qui les accompagnent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement belge et par la voie diplomatique, remise aux Etats qui ont signé la présente convention ou qui y auront adhéré. Dans les cas visés à l'alinéa précédent, le dit Gouvernement fera connaître, en même temps, la date à laquelle il a reçu la notification.

ARTICLE 12.

Les Etats non signataires pourront adhérer à la présente convention, qu'ils aient été ou non représentés à la Conférence Internationale de Bruxelles.

L'Etat qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement belge en lui transmettant l'acte d'adhésion. qui sera déposé dans les archives du dit Gouvernement.

Le Gouvernement belge transmettra immédiatement à tous les Etats signataires ou adhérents copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

ARTICLE 13.

Les Hautes Parties contractantes peuvent au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente Convention ne s'applique pas soit à certains soit à aucun des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité. En conséquence, elles peuvent ultérieurement adhérer séparément au nom de l'un ou de l'autre de ces Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, ainsi exclus dans leur déclaration originale. Elles peuvent aussi, en se conformant à ces dispositions, dénoncer la présente Convention séparément pour l'un ou plusieurs des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer se trouvant sous leur souveraineté ou autorité.

ARTICLE 14.

A l'égard des Etats qui auront participé au premier dépôt de ratifications, la présente convention produira effet

un an après la date du procès-verbal de ce dépôt. Quant aux Etats qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi que dans les cas où la mise en vigueur se fera ultérieurement et selon l'article 13, elle produira effet six mois après que les notifications prévues à l'article 11, alinéa 2, et à l'article 12, alinéa 2, auront été reçues par le Gouvernement belge.

ARTICLE I5.

S'il arrivait qu'un des Etats contractants voulût dénoncer la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement belge, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à tous les autres Etats, en leur faisant savoir, la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation produira ses effets à l'égard de l'Etat seul qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement belge.

ARTICLE I6.

Chaque Etat contractant aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente Convention.

Celui des Etats qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier un an à l'avance son intention aux autres Etats, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la conférence.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire,
Le 25 août 1924.

Pour l'Allemagne :
(s) Keller.

Pour la République Argentine :

Pour la Belgique :
(s) Louis Franck.
(s) Albert Le Jeune.
(s) Schr.

Pour le Chili :
(s) Armando Quezada.

Pour la République de Cuba :

Pour le Danemark :

Pour l'Espagne :
(s) El Marques de Villalobar.

Pour l'Esthonie :
(s) Pusta.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
(s) William Phillips.

Pour la Finlande :

Pour la France :
(s) Maurice Herbette.

Pour la Grande-Bretagne :
(s) George Grahame.

Pour la Hongrie :
(s) Woracziczky.

Pour l'Italie :
(s) Giulio Danco.

Pour la Japon :
(s) M. Adatci.

Sous les réserves formulées dans la note relative à ce traité et jointe à Ma lettre, datée du 25 août 1925, à Son Excellence Monsieur Emile VANDERVELDE, Ministre des Affaires Etrangères de Belgique.

Pour la Lettonie :

Pour le Mexique :

Pour la Norvège :

Pour les Pays-Bas :

Pour le Pérou :

Pour la Pologne et la Ville Libre de Dantzig :
(s) Szembek.

Pour le Portugal :

Pour la Roumanie :
(s) Henry Catargi.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
(s) D. Milovar STRAZNICKY
D. VERONA.

Pour la Suède :

Pour l'Uruguay :

....

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

-:-:-:-:-:-:-

En procédant à la signature de la Convention Internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, les Plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte.

Les Hautes Parties contractantes pourront donner effet à cette Convention soit en lui donnant force de loi, soit en introduisant dans leur législation nationale les règles adoptées par la Convention sous une forme appropriée à cette législation.

Elles se réservent expressément le droit :

1.- de préciser que dans les cas prévus par l'art.4 alinéa 2 de c) à p), le porteur du connaissement peut établir la faute personnelle du transporteur ou les fautes de ses préposés non couverts par le paragraphe a).

2.- d'appliquer en ce qui concerne le cabotage national l'article 6 à toutes catégories de marchandises, sans tenir compte de la restriction figurant au dernier alinéa dudit article.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 25 août 1924.

Pour l'Allemagne :
(s) Keller

Pour la République Argentine :

Pour la Belgique :
(s) Louis Franck.
(s) Albert Le Jeune.
(s) [illegible] Sohr.

....

Pour le Chili :
(s) Armando Quezada.

Pour la République de Cuba :

Pour le Danemark :

Pour l'Espagne :
(s)El Marquès de Villalobar.

Pour l'Esthonie :
(s) Pusta.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
(s) William Phillips.

Pour la Finlande :

Pour la France :
(s) Maurice Herbette.

Pour la Grande-Bretagne :
(s) George Grahame.

Pour la Hongrie :
(s) Woracziczky.

Pour l'Italie :
(s) Giulio Daneo.

Pour le Japon :

Pour la Lettonie :

PROTOCOL
TO AMEND THE INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES OF LAW RELATING TO BILLS OF LADING SIGNED AT BRUSSELS ON 25th AUGUST 1924

THE CONTRACTING PARTIES.

CONSIDERING that it is desirable to amend the International Convention for the unification of certain rules of law relating to bills of lading, signed at Brussels on 25th August 1924.

HAVE AGREED as follows:

Article 1

(1) In Article 3, paragraph 4, shall be added:

"However, proof to the contrary shall not be admissible when the Bill of Lading has been transferred to a third party acting in good faith".

(2) In Article 3, paragraph 6, sub-paragraph 4, shall be deleted and replaced by:

"Subject to paragraph 6bis the carrier and the ship shall in any event be discharged from all liability whatsoever in respect of the goods,

./.

unless suit is brought within one year of their delivery or of the date when they should have been delivered. This period may, however, be extended if the parties so agree after the cause of action has arisen".

(3)In Article 3, after paragraph 6, shall be added the following paragraph 6bis:

"An action for indemnity against a third person may be brought even after the expiration of the year provided for in the preceding paragraph if brought within the time allowed by the law of the Court seized of the case. However, the time allowed shall be not less than three months, commencing from the day when the person bringing such action for indemnity has settled the claim or has been served with process in the action against himself".

Article 2

Article 4, paragraph 5, shall be deleted and replaced by the following:

" (a) Unless the nature and value of such goods have been declared by the shipper before shipment and inserted in the Bill of Lading, neither the carrier nor the ship shall in any event be or become liable for any loss or damage to or in connection with the goods in an amount exceeding the equivalent of 10.000 francs per package or unit or 30 francs per kilo of gross weight of the goods lost or damaged, whichever is the higher.

(b) The total amount recoverable shall be calculated by reference to the value of such goods at the place and time at which the goods are discharged from the ship in accordance with the contract or should have been so discharged. The value of the goods shall be fixed according to the commodity exchange price, or, if there be no such price, according to the current market price, or, if there be no commodity exchange price or current market price, by reference to the normal value of goods of the same kind and quality.

(c) Where a container, pallet or similar article of transport is used to consolidate goods, the number of packages or units enumerated in the Bill of Lading as packed in such article of transport shall be deemed the number of packages or units for the purpose of this paragraph as far as these packages or units are concerned. Except as aforesaid such article of transport shall be considered the package or unit.

(d) A franc means a unit consisting of 65.5 milligrammes of gold of millesimal fineness 900. The date of conversion of the sum awarded into national currencies shall be governed by the law of the Court seized of the case.

(e) Neither the carrier nor the ship shall be entitled to the benefit of the limitation of liability provided for in this paragraph if it is proved that the damage resulted from an act or omission of the carrier done with intent to cause damage, or recklessly and with knowledge that damage would probably result.

(f) The declaration mentioned in sub-paragraph (a) of this paragraph, if embodied in the bill of lading, shall be prima facie evidence, but shall not be binding or conclusive on the carrier.

(g) By agreement between the carrier, master or agent of the carrier and the shipper other maximum amounts than those mentioned in sub-paragraph (a) of this paragraph may be fixed provided that no maximum amount so fixed shall be less than the appropriate maximum mentioned in that sub-paragraph.

(h) Neither the carrier nor the ship, shall be responsible in any event for loss or damage to or in connection with, goods if the nature or value thereof has been knowingly mis-stated by the shipper in the bill of lading ".

Article 3

Between Articles 4 and 5 of the Convention shall be inserted the following ticle 4bis:

" 1. The defences and limits of liability provided for in this Convention shall apply in any action against the carrier in respect of loss or damage to goods covered by a contract of carriage whether the action be founded in contract or in tort.

2. If such an action is brought against a servant or agent of the carrier (such servant or agent not being an independent contractor), such servant or agent shall be entitled to avail himself of the defences and limits of liability which the carrier is entitled to invoke under this Convention .

3. The aggregate of the amounts recoverable from the carrier, and such servants and agents, shall in no case exceed the limit provided for in this Convention.

4. Nevertheless, a servant or agent of the carrier shall not be entitled to avail himself of the provisions of this Artilce, if it is proved that the damage resulted from an act or omission of the servant or agent done with intent to cause damage or recklessly and with knowledge that damage would probably result".

Article 4

Article 9 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

" This Convention shall not affect the provisions of any international Convention or national law governing liability for nuclear damage".

Article 5

Article 10 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

" The provisions of this Convention shall apply to ever Bill of Lading relating to the carriage of goods between ports in two different States if:

(a) the Bill of Lading is issued in a Contracting State

or

(b) the carriage is from a port in a Contracting State

or

(c) the Contract contained in or evidenced by the Bill of Lading provides that the rules of this Convention or legislation of any State giving effect to them are to govern the contract

whatever may be the nationality of the ship, the carrier, the shipper, the consignee, or any other interested person.

Each Contracting State shall apply the provisions of this Convention to the Bills of Lading mentioned above.

This Article shall not prevent a Contracting State from applying the Rules of this Convention to Bills of Lading not included in the preceding paragraphs".

Article 6

As between the Parties to this Protocol the Convention and the Protocol shall be read and interpreted together as one single instrument.

A party to this Protocol shall have no duty to apply the provisions of this Protocol to bills of lading issued in a State which is a Party to the Convention but which is not a Party to this Protocol.

Article 7

As between the Parties to this Protocol, denunciation by any of them of the Convention in accordance with Article 15 thereof, shall not be construed in any way as a denunciation of the Convention as amended by this Protocol.

Article 8

Any dispute between two or more Contracting Parties concerning the interpretation or application of the Convention which cannot be settled through negotiation, shall at the request of one of them, be submitted to arbitration. If within six months from the date of the request for arbitration the Parties are unable to agree on the organization of the arbitration any one of those Parties may refer the dispute to the International Court of Justice by request in conformity with the Statute of the Court.

Article 9

(1) Each Contracting Party may at the time of signature or ratification of this Protocol or accession thereto, declare that it does not consider itself bound by Article 8 of this Protocol. The other Contracting Parties shall not be bound by this Article with respect to any Contracting Party having made such a reservation.

(2)Any Contracting Party having made a reservation in accordance with paragraph 1 may at any time withdraw this reservation by notification to the Belgian Government.

Article 10

This Protocol shall be open for signature by the States which have ratified the Convention or which have adhered thereto before the 23rd February 1968, and by any State represented at the twelfth session (1967-1968) of the Diplomatic Conference on Maritime Law.

Article 11

(1)This Protocol shall be ratified.

(2)Ratification of this Protocol by any State which is not a Party to the Convention shall have the effect of accession to the Convention.

(3)The instruments of ratification shall be deposited with the Belgian Government.

Article 12

(1)States, Members of the United Nations or Members of the specialized agencies of the United Nations, not represented at the twelfth session of the Diplomatic Conference on Maritime Law, may accede to this Protocol.

(2)Accession to this Protocol shall have the effect of accession to the Convention

(3)The instruments of accession shall be deposited with the Belgian Government.

Article 13

(1)This Protocol shall come into force three months after the date of the deposit of ten instruments of ratification or accession, of which at least five shall have been deposited by States that have each a tonnage equal or superior to one million gross tons of tonnage.

2. For each State which ratifies this Protocol or accede thereto after the date of deposit of the instrument of ratification or accession determining the coming into force such as is stipulated in paragraph (1) of this Article, this Protocol shall come into force three months after the deposit of its instrument of ratification or accession.

Article 14

(1) Any Contracting State may denounce this Protocol by notification to the Belgian Government.

(2) This denunciation shall have the effect of denunciation of the Convention.

(3) The denunciation shall take effect one year after the date on which the notification has been received by the Belgian Government.

Article 15

(1) Any Contracting State may at the time of signature, ratification or accession or at any time thereafter declare by written notification to the Belgian Government which among the territories under its sovereignty or for whose international relations it is responsible, are those to which the present Protocol applies. The Protocol shall three months after the date of the receipt of such notification by the Belgian Government extend to the territories named therein, but not before the date of the coming into force of the Protocol in respect of such State.

(2) This extension also shall apply to the Convention if the latter is not yet applicable to those territories.

(3) Any Contracting State which has made a declaration under paragraph (1) of this Article may at any time thereafter declare by notification given to the Belgian Government that the Protocol shall cease to extend to such territory. This denunciation shall take effect one year after the date on which notification thereof has been received by the Belgian Government; it also shall apply to the Convention.

Article 16

The Contracting Parties may give effect to this Protocol either by giving it the force of law or by including in their national legislation in a form appropriate to that legislation the rules adopted under this Protocol.

Article 17

The Belgian Government shall notify the States represented at the twelfth session (1967-1968) of the Diplomatic Conference on Maritime Law, the acceding States to this Protocol, and the States Parties to the Convention, of the following:

1.The signatures, ratifications and accessions received in accordance with Articles 10, 11 and 12.

2.The date on which the present Protocol will come into force in accordance with Article 13.

3.The notifications with regard to the territorial application in accordance with Article 15.

4.The denunciations received in accordance with Article 14.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised, have signed this Protocol.

DONE at Brussels, this 23th day of February 1968, in the French and English languages, both texts being equally authentic, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government, which shall issue certified copies.

PROTOCOL AMENDING THE INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES OF LAW RELATING TO BILLS OF LADING, 25 AUGUST 1924 AS AMENDED BY THE PROTOCOL OF 23 FEBRUARY 1968

THE CONTRACTING PARTIES TO THE PRESENT PROTOCOL,

BEING PARTIES to the International Convention for the unification of certain rules of law relating to bills of lading, done at Brussels on 25th August 1924, as amended by the Protocol to amend that Convention, done at Brussels on 23rd Ferbuary1968,

HAVE AGREED as follows:

Article I

For the purpose of this Protocol, "Convention" means the International Convention for the unification of certain rules of law relating to bills of lading and its Protocol of signature, done at Brussels on 25th August 1924, as amended by the Protocol, done at Brussels on 23rd February 1968.

Article II

(1) Article 4, paragraph 5, (a) of the Convention is replaced by the following:

" (a) Unless the nature and value of such goods have been declared by the shipper before shipment and inserted in the bill of lading, neither the carrier nor the ship shall in any event be or become liable for any loss or damage to or in connection with the goods in an amount exceeding 666.67 units of account per package or unit or 2 units of account per kilogramme of gross weight of the goods lost or damaged, whichever is the higher".

(2) Article 4, paragraph 5, (d) of the Convention is replaced by the following:

" (d) The unit of account mentioned in this Article is the Special Drawing Right as defined by the International Monetary Fund. The amounts mentioned in sub-paragraph (a) of this paragraph shall be converted into national currency on the basis of the value of that currency on a date to be determined by the law of the Court seized of the case.

The value of the national currency, in terms of the Special Drawing Right, of a State which is a member of the International Monetary Fund, shall be calculated in accordance with the method of valuation applied by the International Monetary Fund in effect at the date in question for its operations and transactions. The value of the national currency, in terms of the Special Drawing Right, of a State which is not a member of the International Monetary Fund, shall be calculated in a manner determined by that State.

Nevertheless, a State which is not a member of the International Monetary Fund and whose law does not permit the application of the provisions of the preceding sentences may, at the time of ratification of the Protocol of 1979 or accession thereto or at any time thereafter, declare that the limits of liability provided for in this Convention to be applied in its territory shall be fixed as follows:

(i) in respect of the amount of 666.67 units of account mentioned in sub-paragraph (a) of paragraph 5 of this Article, 10,000 monetary units;

(ii) in respect of the amount of 2 units of account mentioned in sub-paragraph (a) of paragraph 5 of this Article, 30 monetary units.

The monetary unit referred to in the preceding sentence corresponds to 65.5 milligrammes of gold of millesimal fineness 900. The conversion of the amounts specified in that sentence into the national currency shall be made according to the law of the State concerned.

The calculation and the conversion mentioned in the preceding sentences shall be made in such a manner as to express in the national currency of the State as far as possible the same real value for the amounts in sub-paragraph (a) of paragraph 5 of this Article as is expressed there in units of account.

States shall communicate to the depositary the manner of calculation or the result of the conversion as the case may be, when depositing an instrument of ratification of the Protocol of 1979 or of accession thereto and whenever there is a change in either.

Article III

Any dispute between two or more Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Protocol, which cannot be settled through negotiation, shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration. If within six months from the date of the request for arbitration the Parties are unable to agree on the organisation of the arbitration, any one of those Parties may refer the dispute to the International Court of Justice by request in conformity with the Statute of the Court.

Article IV

(1) Each Contracting Party may at the time of signature or ratification of this Protocol or of accession thereto, declare that it does not consider itself bound by Article III.

(2) Any Contracting Party having made a reservation in accordance with paragraph (1) may at any time withdraw this reservation by notification to the Belgian Government.

Article V

This Protocol shall be open for signature by the States which have signed the Convention of 25 August 1924 or the Protocol of 23 February 1968 or which are Parties to the Convention .

Article VI

(1) This Protocol shall be ratified.

(2) Ratification of this Protocol by any State which is not a Party to the Convention shall have the effect of ratification of the Convention.

(3) The instruments of ratification shall be deposited with the Belgian Government.

Article VII

(1) States not referred to in Article V may accede to this Protocol.

(2) Accession to this Protocol shall have the effect of accession to the Convention.

(3) The instruments of accession shall be deposited with the Belgian Government.

Article VIII

(1) This Protocol shall come into force three months after the date of the deposit of five instruments of ratification or accession.

For each State which ratifies this Protocol or accedes thereto after the fifth deposit, this Protocol shall come into force three months after the deposit of its instrument of ratification or accession.

Article IX

(1) Any Contracting Party may denounce this Protocol by notification to the Belgian Government.

(2) This denunciation shall take effect one year after the date on which the notification has been received by the Belgian Government.

Article X

(1) Each State may at the time of signature, ratification or accession or at any time thereafter declare by written notification to the Belgian Government which among the territories for whose international relations it is responsible, are those to which the present Protocol applies. The Protocol shall three months after the date of the receipt of such notification by the Belgian Government extend to the territories named therein, but not before the date of the coming into force of the Protocol in respect of such State.

(2) This extension also shall apply to the Convention if the latter is not yet applicable to these territories.

(3) Any Contracting Party which has made a declaration under paragraph (1) of this Article may at any time thereafter declare by notification given to the Belgian Government that the Protocol shall cease to extend to such territories. This denunciation shall take effect one year after the date on which notification thereof has been received by the Belgian Government.

Article XI

The Belgian Government shall notify the signatory and acceding States of the following:

1. The signatures, ratifications and accessions received in accordance with Articles V, VI and VII.
2. The date on which the present Protocol will come into force in accordance with Article VIII.
3. The notifications with regard to the territorial application in accordance with Article X.
4. The declarations and communications made in accordance with Article II.
5. The declarations made in accordance with Article IV.
6. The denunciations received in accordance with Article IX.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Protocol

DONE at Brussels, this 21st day of December 1979, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government, which shall issue certified copies.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΝΟΠΟΙΗΣΗ ΟΡΙΣΜΕΝΩΝ ΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΝΟΝΩΝ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΙΣ ΦΟΡΤΩΤΙΚΕΣ

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Γερμανίας, ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Αργεντινής, η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς των Βέλγων, ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Χιλής, ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Κούβας, η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς της Δανίας και της Ισλανδίας, η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς της Ισπανίας, ο Αρχηγός του Κράτους της Εσθονίας, ο Πρόεδρος των Η.Π.Α., ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Φινλανδίας, ο Πρόεδρος της Γαλλικής Δημοκρατίας, η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς του Η.Β. της Μ. Βρετανίας και της Ιρλανδίας και των Υπερπόντιων Βρετανικών κτήσεων, Αυτοκράτορας των Ινδιών, η Γαληνοτάτη Υψηλότητα του Κυβερνήτη του Βασιλείου της Ουγγαρίας, η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς της Ιταλίας, η Αυτού Μεγαλειότης ο Αυτοκράτορας της Ιαπωνίας, ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Λεττονίας, ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας του Μεξικού, η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς της Νορβηγίας, η Αυτής Μεγαλειότης η Βασίλισσα των Κάτω Χωρών, ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας του Περού, ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Πολωνίας, ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας, η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς της Ρουμανίας, η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς των Σέρβων - Κροατών και Σλοβένων, η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς της Σουηδίας και ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Ουρουγουάης.

Αναγνωρίζοντας τη χρησιμότητα να καθορίσουν με κοινή συμφωνία ορισμένους ομοιόμορφους Κανόνες σχετικά με τη φορτωτική.

Αποφάσισαν να συνάψουν μία σύμβαση προς το σκοπό αυτόν και όρισαν ως πληρεξούσιους τους κατωτέρω:

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Γερμανίας:
Την Α.Ε. VON KELLER, Πληρεξούσιο (Πρέσβη) Υπουργό Γερμανίας στις Βρυξέλλες.

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Αργεντινής:

Η Αυτού Μεγαλειότης ο Βασιλεύς των Βέλγων τους:
M.L. FRANCK, Υπουργό Αποικιών, Πρόεδρο της Διεθνούς Ναυτιλιακής Επιτροπής.
M.A.Le JEUNE, Γερουσιαστή, Αντιπρόεδρο της Διεθνούς Ναυτιλιακής Επιτροπής.
M. F. SOHR Διδάκτορα Δικαίου, Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Ναυτιλιακής Επιτροπής, Καθηγητή στο Πανεπιστήμιο των Βρυξελλών.

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Χιλής:
Την Αυτού Εξοχότητα ARMENDO QUEZADA, Πληρεξούσιο (Πρέσβη) Υπουργό της Χιλής στις Βρυξέλλες.

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Κούβας:

Η Αυτού Εξοχότης ο Βασιλεύς της Δανίας και της Ισλανδίας:

Η Αυτού Εξοχότης ο Βασιλεύς της Ισπανίας:
την Αυτού Εξοχότητα το Μαρκήσιο DE VILLALOBAR και DE GUIMAREY, Πρέσβη της Ισπανίας στις Βρυξέλλες.

Ο Αρχηγός του κράτους της Εσθονίας:
Την Αυτού Εξοχότητα τον κ. PUSTA, Υπουργό Εσθονίας στις Βρυξέλλες.

Ο Πρόεδρος των Η.Π.Α.:
Την Αυτού Εξοχότητα τον κ. W. PHILLIPS, Πρεσβευτή των Η.Π.Α. στις Βρυξέλλες.

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Φινλανδίας:

Ο Πρόεδρος της Γαλλικής Δημοκρατίας:
Την Αυτού Εξοχότητα τον κ. M. HERBETTE, Πρέσβη της Γαλλίας στις Βρυξέλλες.

Η Αυτού Εξοχότης ο Βασιλεύς του Ηνωμένου Βασιλείου της Μ. Βρετανίας και της Ιρλανδίας και των Υπερπόντιων Βρετανικών Κτήσεων, Αυτοκράτορας των Ινδιών:
Την Αυτού Εξοχότητα τον Αξιότιμο SIR GEORGE GRAHAME, G.C.V.O., K.C.M.G., Πρεσβευτή της Αυτού Εξοχότητας της Βρετανίας στις Βρυξέλλες.

Η Γαληνοτάτη Υψηλότητα ο Κυβερνήτης του Βασιλείου της Ουγγαρίας:
τον Κόμη κ. OLIVIER WORACZICKY, Βαρώνο DE PABIENITS Επιτετραμμένο της Ουγγαρίας στις Βρυξέλλες.

Η Αυτού Εξοχότης ο Βασιλεύς της Ιταλίας:
τον κ. J. DANCO, Επιτετραμμένο της Ιταλίας στις Βρυξέλλες.

Η Αυτού Εξοχότης ο Αυτοκράτορας της Ιαπωνίας:
την Αυτού Εξοχότητα τον κ. M. ADATCI, Πρέσβη της Ιαπωνίας στις Βρυξέλλες.

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Λεττονίας:

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας του Μεξικού:

Η Αυτού Εξοχότης ο Βασιλεύς της Νορβηγίας:

Η Αυτού Εξοχότης η Βασίλισσα των Κάτω Χωρών:

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας του Περού:

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Πολωνίας και της Ελεύθερης πόλης DANTZIG:
Την Αυτού Εξοχότητα τον κ. Κόμη J. SZEMBEK, Πληρεξούσιο (Πρέσβη) Υπουργό της Πολωνίας στις Βρυξέλλες.

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας:

Η Αυτού Εξοχότης ο Βασιλεύς της Ρουμανίας:
Την Αυτού Εξοχότητα τον κ. M. HENRI CATARGI Πληρεξούσιο (Πρέσβη) Υπουργό Ρουμανίας στις Βρυξέλλες.

Η Αυτού Εξοχότης ο Βασιλεύς των Σέρβων Κροατών και Σλοβένων:
Τους κ.κ. M. STRAZNICKY και VERONA.

Η Αυτού Εξοχότης ο Βασιλεύς της Σουηδίας:

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας της Ουρουγουάης:

οι οποίοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι πρός τούτο, συμφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Στην παρούσα σύμβαση οι παρακάτω όροι χρησιμοποιούνται με την ακριβή έννοια, που ορίζεται παρακάτω:

α) "Μεταφορέας" περιλαμβάνει τον πλοιοκτήτη ή το ναυλωτή που συμβάλλεται με σύμβαση μεταφοράς με φορτωτή.

β) "Σύμβαση Μεταφοράς" σημαίνει μόνο σύμβαση μεταφοράς, που καλύπτεται από φορτωτική ή από άλλο παρόμοιο έγγραφο, που αποτελεί τίτλο για τη θαλάσσια μεταφορά πραγμάτων.

Περιλαμβάνεται επίσης και φορτωτική ή άλλο παρόμοιο έγγραφο ως ανωτέρω που εκδίδεται με βάση ή σε εκτέλεση ναυλοσυμφώνου, από τη στιγμή που αυτός είναι ο τίτλος που διέπει τις σχέσεις του μεταφορέα και του κομιστή του.

γ) "Πράγματα" περιλαμβάνει πράγματα, αντικείμενα, εμπορεύματα και είδη οιασδήποτε φύσεως με εξαίρεση τα ζωντανά ζώα, καθώς και φορτίο, που έχει δηλωθεί στη σύμβαση μεταφοράς, σαν φορτίο καταστρώματος και πράγματι μεταφέρεται έτσι.

δ) "Πλοίο" σημαίνει οποιοδήποτε σκάφος, που χρησιμοποιείται για θαλάσσια μεταφορά εμπορευμάτων.

ε) "Μεταφορά πραγμάτων" καλύπτει την περίοδο από το χρόνο που φορτώθηκαν τα πράγματα στο πλοίο μέχρι την εκφόρτωσή τους από αυτό.

Άρθρο 2

Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 6, ο μεταφορέας, σ' όλες τις συμβάσεις θαλάσσιας μεταφοράς πραγμάτων υπόκειται στις ευθύνες και υποχρεώσεις, όπως και απολαμβάνει τα δικαιώματα και απαλλαγές, που αναφέρονται παρακάτω σε ό,τι αφορά τη φόρτωση, τη μεταχείριση, τη στοιβασία, τη μεταφορά, τη φύλαξη, τη φροντίδα και την εκφόρτωση των πραγμάτων αυτών.

Άρθρο 3

1. Ο μεταφορέας, πριν και κατά την έναρξη του πλου θα πρέπει να επιδείξει την προσήκουσα επιμέλεια προκειμένου:

α) να έχει το πλοίο κατάλληλο για θαλασσοπλοΐα.

β) να εξοπλίσει, να επανδρώσει και εφοδιάσει το πλοίο κατάλληλα.

γ) να έχει τα κύτη, τους καταψυκτικούς και ψυκτικούς χώρους και κάθε άλλο χώρο του πλοίου, όπου φορτώνονται πράγματα, κατάλληλους και ασφαλείς για την παραλαβή, μεταφορά και συντήρησή τους.

2. Ο μεταφορέας, με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 4, θα προβεί με τον τρόπο που αρμόζει και με επιμέλεια στη φόρτωση, μεταχείριση, στοιβασία, μεταφορά, φύλαξη και εκφόρτωση των πραγμάτων που μεταφέρονται.

3. Μετά την παραλαβή των εμπορευμάτων στην κατοχή του ο μεταφορέας ή ο πλοίαρχος ή ο πράκτορας του μεταφορέα είναι υποχρεωμένος, ύστερα από αίτηση του φορτωτή, να εκδόσει στο φορτωτή φορτωτική που θα περιλαμβάνει μεταξύ άλλων:

α. Τα βασικά διακριτικά σημεία για την αναγνώριση των πραγμάτων όπως δηλώνονται γραπτά από το φορτωτή πριν από την έναρξη της φόρτωσης των πραγμάτων αυτών, με την προϋπόθεση ότι αυτά τα σημεία είναι αποτυπωμένα ή γραμμένα καθαρά με οποιονδήποτε άλλο τρόπο στα ασυσκεύαστα πράγματα ή στα κιβώτια ή καλύμματα μέσα στα οποία περιέχονται αυτά με τέτοιο τρόπο ώστε κανονικά να παραμείνουν ευανάγνωστα μέχρι το τέλος του ταξιδιού.

β. Ανάλογα με την περίπτωση, τον αριθμό των δεμάτων ή κομματιών ή την ποσότητα ή το βάρος, όπως αυτά δηλώνονται γραπτά από το φορτωτή.

γ. Την προφανή τάξη γενική και εξωτερική κατάσταση των πραγμάτων.

Πάντως ο μεταφορέας, πλοίαρχος ή πράκτορας του μεταφορέα δεν υποχρεούται να καταχωρίσει ή να αναφέρει στη φορτωτική τυχόν ενδεικτικά σημεία, αριθμό, ποσότητα ή βάρος, για τα οποία έχει σοβαρό λόγο να υποψιάζεται ότι δεν ανταποκρίνονται ακριβώς στα πράγματα που πράγματι παρέλαβε ή για τα οποία δεν είχε τα κατάλληλα μέσα για να το επαληθεύσει.

4. Μια τέτοια φορτωτική αποτελεί τεκμήριο παραλαβής των πραγμάτων από το μεταφορέα όπως αυτά περιγράφονται σύμφωνα με τις παράγρ. 3 (α), (β) και (γ), εκτός εάν αποδειχθεί το αντίθετο.

5. Ο φορτωτής ευθύνεται έναντι του μεταφορέα κατά το χρόνο της φόρτωσης, για την ακρίβεια των διακριτικών σημείων, τον αριθμό, ποσότητα και βάρος, όπως τα έχει δηλώσει και έχει υποχρέωση να αποζημιώσει το μεταφορέα, για κάθε απώλεια, ζημία ή έξοδα που προκύπτουν ή είναι αποτέλεσμα ανακριβειών ως προς αυτά τα στοιχεία. Το δικαίωμα του μεταφορέα για μια τέτοια αποζημίωση δεν περιορίζει με κανένα τρόπο την ευθύνη του και τις υποχρεώσεις του που απορρέουν από τη σύμβαση μεταφοράς έναντι οιουδήποτε τρίτου προσώπου, εκτός από το φορτωτή.

6. Εφόσον δεν έχει δοθεί στο μεταφορέα ή στον πράκτορά του στο λιμάνι εκφόρτωσης έγγραφη δήλωση απώλειας ή ζημίας και της γενικής φύσης αυτής της απώλειας ή ζημίας πριν ή κατά το χρόνο παραλαβής των πραγμάτων από το πρόσωπο που έχει το δικαίωμα στην παραλαβή τους με βάση τη σύμβαση μεταφοράς, τότε η παραλαβή θα αποτελεί τεκμήριο ότι τα πράγματα παραδόθηκαν από το μεταφορέα

όπως περιγράφονται στη φορτωτική.

Στην περίπτωση που η απώλεια ή ζημία δεν είναι εμφανής τότε η δήλωση πρέπει να γίνει μέσα σε τρεις ημέρες από την παραλαβή των εμπορευμάτων.

Δεν απαιτείται γραπτή δήλωση εάν η κατάσταση του εμπορεύματος κατά το χρόνο της παραλαβής αποτέλεσε αντικείμενο κοινής επιθεώρησης ή εξέτασης.

Σε κάθε περίπτωση, ο μεταφορέας και το πλοίο απαλλάσσονται από κάθε ευθύνη για απώλειες ή ζημίες, εφόσον δεν ασκηθεί αγωγή μέσα σ' ένα χρόνο, από την παράδοση των εμπορευμάτων ή από την ημερομηνία που θα έπρεπε να είχε γίνει η παράδοση.

Στην περίπτωση πραγματικής ή τεκμαρτής απώλειας ή ζημίας, ο μεταφορέας και ο παραλήπτης θα προβούν σε κάθε αμοιβαία διευκόλυνση για την επιθεώρηση των εμπορευμάτων και την καταμέτρησή τους.

7. Μετά τη φόρτωση των εμπορευμάτων η φορτωτική, που θα εκδόσει ο μεταφορέας, ο πλοίαρχος ή ο πράκτορας του μεταφορέα στο φορτωτή θα είναι, εφόσον το ζητήσει ο φορτωτής "φορτωτική φόρτωσης" υπό τον όρο ότι, εάν ο φορτωτής έχει πάρει πριν κάποιο άλλο έγγραφο με το οποίο απέκτησε δικαιώματα πάνω στα εμπορεύματα, θα το επιστρέφει μόλις του δοθεί η "φορτωτική φόρτωσης". Ο μεταφορέας, ο πλοίαρχος ή ο πράκτορας θα έχουν επίσης την ευχέρεια να σημειώσουν στο λιμάνι φόρτωσης, στο εμπορευματόγραφο που εκδόθηκε αρχικά, το ή τα ονόματά του ή των πλοίων στα οποία έχουν φορτωθεί τα εμπορεύματα και την ημερομηνία ή τις ημερομηνίες φόρτωσης και αφού το εμπορευματόγραφο αυτό συμπληρωθεί έτσι θα θεωρείται σύμφωνα με τους όρους αυτού του άρθρου ότι αποτελεί "φορτωτική φόρτωσης" με την προϋπόθεση ότι περιλαμβάνει τα αναφερόμενα στο άρθρο 3 παρ. 3.

8. Κάθε όρος ή συμφωνία σε σύμβαση μεταφοράς, που απαλλάσσει το μεταφορέα ή το πλοίο από ευθύνη για απώλεια ή ζημία των εμπορευμάτων ή σε σχέση με αυτά και που οφείλεται σε αμέλεια, δόλο ή παράλειψη καθηκόντων ή υποχρεώσεων που προβλέπονται σ' αυτό το άρθρο, ή που περιορίζει την ευθύνη αυτήν κατά τρόπο διαφορετικό από ό,τι ορίζεται στην παρούσα Σύμβαση, είναι άκυρη, ανυπόστατη και ανενεργός.

Ρήτρα για εκχώρηση του ασφαλίσματος στο μεταφορέα ή άλλη ανάλογη ρήτρα, θα θεωρείται σαν ρήτρα που απαλλάσσει το μεταφορέα από ευθύνη.

Άρθρο 4

1. Ούτε ο μεταφορέας ούτε το πλοίο ευθύνονται για απώλειες ή ζημίες που προέρχονται ή είναι αποτέλεσμα αναξιοπλοΐας, εκτός αν αυτή προέρχεται από έλλειψη της δέουσας επιμέλειας εκ μέρους του μεταφορέα να διατηρεί το πλοίο σε κατάσταση αξιοπλοΐας, ή να εξασφαλίζει στο πλοίο το κατάλληλο πλήρωμα, εξαρτισμό και εφοδιασμό και να διατηρεί σε καλή και ασφαλή κατάσταση τους αποθηκευτικούς χώρους, τους θαλάμους υψηλής και χαμηλής ψύξης και κάθε άλλο χώρο του πλοίου όπου φορτώνονται εμπορεύματα, ώστε να είναι κατάλληλοι για την παραλαβή, μεταφορά και συντήρησή τους, σύμφωνα με τους όρους του άρθρου 3 παράγρ. 1.

Οποτεδήποτε προκύψει απώλεια ή ζημία σαν αποτέλεσμα αναξιοπλοΐας, το βάρος της απόδειξης εάν επιδείχθηκε η δέουσα επιμέλεια το φέρει ο μεταφορέας ή οποιοσδήποτε τρίτος που νομιμοποιείται να ζητήσει την απαλλαγή, που προβλέπεται από το άρθρο αυτό.

2. Ούτε ο μεταφορέας ούτε το πλοίο ευθύνονται για απώλεια ή ζημία που προέρχεται ή προκύπτει από:

(α) Πράξη ή παράλειψη ή αμέλεια του πλοιάρχου, ναυτικού, πλοηγού ή προστηθέντος από το μεταφορέα, σχετικά με τη διακυβέρνηση ή το χειρισμό του πλοίου.

(β) Πυρκαϊά, εκτός αν αυτή προκλήθηκε από ίδιο πταίσμα του μεταφορέα.

(γ) Κινδύνους ή ατυχήματα στη θάλασσα ή σε άλλα πλεύσιμα νερά.

(δ) Ανώτερη βία.

(ε) Πολεμικές ενέργειες.

(στ) Πράξεις των εχθρών της πολιτείας.

(ζ) Κράτηση ή περιορισμό από κυβερνητικό ή νομοθετικό όργανο ή κατάσχεση βασισμένη σε δικαστική διαδικασία.

(η) Υγειονομικό περιορισμό.

(θ) Πράξη ή παράλειψη του φορτωτή ή του κυρίου των πραγμάτων ή του αντιπροσώπου του ή εκπροσώπου του.

(ι) Απεργίες, ανταπεργίες, στάσεις εργασίας ή εμπόδια που προκαλούν είτε ολική ή μερική διακοπή εργασίας για οποιαδήποτε αιτία.

(ια) Οχλοκρατία ή κοινωνικές αναταραχές.

(ιβ) Διάσωση ή με πρόθεση τη διάσωση ζωής ή πραγμάτων στη θάλασσα.

(ιγ) Μείωση του όγκου ή του βάρους, καθώς και κάθε άλλη ζημία ή απώλεια που προέρχεται από κάποιο εγγενές ελάττωμα από την ποιότητα ή την ιδιοσυστασία του πράγματος.

(ιδ) Ανεπάρκεια της συσκευασίας.

(ιε) Ανεπάρκεια ή ατέλεια των διακριτικών σημείων.

(ιστ) Κεκρυμμένα ελαττώματα που δεν ανακαλύπτονται με τη δέουσα επιμέλεια.

(ιζ) Κάθε άλλη αιτία, που δεν προέρχεται από προσωπικό πταίσμα του μεταφορέα ή από πταίσμα των πρακτόρων ή εκπροσώπων του μεταφορέα, αλλά το βάρος της απόδειξης θα το έχει το πρόσωπο που νομιμοποιείται να ζητήσει αυτήν την εξαίρεση και το οποίο θα πρέπει να αποδείξει, ότι ούτε το προσωπικό του σφάλμα ούτε οι ενέργειες του μεταφορέα ούτε το σφάλμα ούτε οι ενέργειες των πρακτόρων ή των προστημένων του μεταφορέα συνέβαλαν στην απώλεια ή τη ζημία.

3. Ο φορτωτής δεν ευθύνεται για τις απώλειες ή ζημίες που υφίσταται ο μεταφορέας ή το πλοίο και που προέρχονται ή προκύπτουν από οποιαδήποτε αιτία που δεν συνιστά πράξη, παράλειψη ή αμέλεια του φορτωτή, των πρακτόρων και των προστηθέντων του.

4. Καμιά παρέκκλιση από την πορεία για διάσωση ή με πρόθεση τη διάσωση ζωής ή πραγμάτων στη θάλασσα και καμιά άλλη δικαιολογημένη παρέκκλιση από την πορεία δεν θεωρείται παραβίαση της σύμβασης αυτής ή της σύμβασης μεταφοράς και ο μεταφορέας δεν ευθύνεται για καμιά απώλεια ή ζημία που προκύπτει από αυτή.

5. Ο μεταφορέας και το πλοίο δεν ευθύνονται σε καμιά περίπτωση για απώλειες ή ζημίες που προκαλούνται σε εμπορεύματα ή που έχουν σχέση με αυτά, για ποσό άνω των 100 λιρών Αγγλίας κατά δέμα ή μονάδα ή το ισόποσο σε άλλο νόμισμα, εκτός αν το είδος και η αξία αυτών των εμπορευμάτων έχουν δηλωθεί από το φορτωτή πριν από τη φόρτωσή τους και αυτή η δήλωση έχει επισυναφθεί στη φορτωτική.

Τέτοια δήλωση που έχει ενσωματωθεί στη φορτωτική αποτελεί κατ' αρχήν τεκμήριο, αλλά δεν είναι δεσμευτική και μπορεί να αμφισβητηθεί από το μεταφορέα.

Με συμφωνία μεταξύ του μεταφορέα του πλοιάρχου ή του πράκτορα του μεταφορέα και του φορτωτή, μπορεί να οριστεί ανώτατο ποσόν ευθύνης διαφορετικό από εκείνο που προβλέπεται σ' αυτήν την παράγραφο υπό τον όρο ότι αυτό το συμβατικό μέγιστο ποσό δεν θα είναι κατώτερο από το ποσό που ορίζεται παραπάνω.

Ο μεταφορέας ή το πλοίο δεν ευθύνονται σε καμιά περίπτωση για απώλεια ή ζημία που προκαλείται σε εμπορεύματα ή έχει σχέση με αυτά, εάν ο φορτωτής έχει κάνει εν γνώσει του ψευδή δήλωση στη φορτωτική σχετικά με το είδος ή την αξία τους.

6. Εύφλεκτα, εκρηκτικά ή επικίνδυνα εμπορεύματα για τη φόρτωση των οποίων ο μεταφορέας, ο πλοίαρχος ή ο πράκτορας του μεταφορέα δεν έχουν συμφωνήσει γνωρίζοντας τη φύση τους και τα χαρακτηριστικά τους, μπορούν ανά πάσα στιγμή πριν από την παράδοσή τους να εκφορτωθούν σε οποιαδήποτε περιοχή ή να καταστραφούν ή να καταστούν αβλαβή από το μεταφορέα χωρίς υποχρέωση αποζημίωσης και ο φορτωτής αυτών των εμπορευμάτων ευθύνεται για κάθε ζημία ή έξοδα που προέρχονται ή προκύπτουν άμεσα ή έμμεσα από τη φόρτωσή τους. Αν κάποιο από αυτά τα εμπορεύματα που φορτώθηκαν εν γνώσει και με τη συναίνεση του μεταφορέα αποτελέσει κίνδυνο για το πλοίο και το φορτίο, θα μπορεί με τον ίδιο τρόπο να εκφορτωθεί ή να καταστραφεί ή να καταστεί αβλαβές από το μεταφορέα χωρίς ευθύνη από μέρους του εκτός αν συντρέχει περίπτωση γενικής αβαρίας.

Άρθρο 5

Ο μεταφορέας έχει την ευχέρεια να παραιτηθεί μερικώς ή ολικώς από τα δικαιώματα και τις ενστάσεις του, ή να αυξήσει τις ευθύνες και υποχρεώσεις του, όπως αυτές προβλέπονται από την παρούσα Σύμβαση, υπό την προϋπόθεση ότι τέτοια παραίτηση ή επαύξηση θα ενσωματωθεί στη φορτωτική που εκδίδεται στο φορτωτή.

Καμιά διάταξη αυτής της Σύμβασης δεν θα έχει εφαρμογή σε ναυλοσύμφωνα, αν όμως για πλοίο που είναι ναυλωμένο με ναυλοσύμφωνο εκδοθούν φορτωτικές τότε αυτές θα υπόκεινται στις διατάξεις αυτής της Σύμβασης. Καμιά διάταξη αυτών των κανόνων δεν συνιστά απαγόρευση αναγραφής στο φορτωτική οποιασδήποτε νόμιμης διάταξης σχετικά με τη γενική αβαρία.

Άρθρο 6

Παρά τις διατάξεις των προηγούμενων άρθρων, ο μεταφορέας, ο πλοίαρχος ή ο πράκτορας του μεταφορέα και ο φορτωτής θα είναι ελεύθεροι, για συγκεκριμένα εμπορεύματα όποια και αν είναι αυτά, να συνάψουν οποιαδήποτε συμφωνία με οποιουσδήποτε όρους σ' ό,τι αφορά στην ευθύνη και στις υποχρεώσεις του μεταφορέα για τα εμπορεύματα αυτά, καθώς και τα δικαιώματα και τις απαλλαγές του μεταφορέα για τα ίδια εμπορεύματα, ή σ' ό,τι αφορά στις υποχρεώσεις του ως προς την κατάσταση αξιοπλοΐας του πλοίου στο μέτρο που οι όροι αυτοί δεν είναι αντίθετοι με τη δημόσια τάξη ή την υποχρέωση φροντίδας ή επιμέλειας των προστηθέντων ή πρακτόρων του σχετικά με τη φόρτωση, τη διακίνηση, στοιβασία, μεταφορά, φύλαξη, επιμέλεια και εκφόρτωση εμπορευμάτων που μεταφέρονται δια θαλάσσης, υπό την προϋπόθεση, ότι σ' αυτήν την περίπτωση, δεν έχει εκδοθεί ούτε θα εκδοθεί φορτωτική και οι όροι της συμφωνίας αυτής θα συμπεριληφθούν σε μία απόδειξη, που θα είναι ένα έγγραφο μη μεταβιβάσιμο και θα είναι έτσι χαρακτηρισμένο.

Κάθε σύμβαση που θα καταρτίζεται με αυτόν τον τρόπο θα έχει πλήρη νομική ισχύ.

Εν τούτοις το άρθρο αυτό δεν θα έχει εφαρμογή στις συνήθεις εμπορικές φορτώσεις κατά την επιχείρηση των συνήθων εμπορικών συναλλαγών, αλλά μόνο σε άλλες φορτώσεις των οποίων ο χαρακτήρας ή η κατάσταση των αγαθών για μεταφορά, καθώς και οι συνθήκες, οι όροι και οι περιστάσεις με τις οποίες θα γίνει η μεταφορά είναι τέτοιες που να δικαιολογούν ειδική συμφωνία.

Άρθρο 7

Καμιά διάταξη της σύμβασης αυτής δεν εμποδίζει το μεταφορέα ή το φορτωτή να συνομολογήσει διατάξεις, όρους, επιφυλάξεις ή απαλλαγές, σχετικές με τις υποχρεώσεις και τις ευθύνες του μεταφορέα και του πλοίου για απώλεια ή ζημιές των εμπορευμάτων, ή σχετικά με τη φύλαξη, επιμέλεια και διακίνησή τους πριν από τη φόρτωση και μετά την εκφόρτωση του πλοίου που μετέφερε τα πράγματα δια θαλάσσης.

Άρθρο 8

Οι διατάξεις της παρούσας σύμβασης δεν θίγουν ούτε τα δικαιώματα ούτε τις υποχρεώσεις του μεταφορέα, όπως αυτές προβλέπονται από διατάξεις που ισχύουν κατά καιρούς, σχετικά με τον περιορισμό της ευθύνης των πλοιοκτητών.

Άρθρο 9

Οι νομισματικές μονάδες στις οποίες αναφέρεται η παρούσα σύμβαση υπολογίζονται σε αξία χρυσού.

Εκείνα τα Συμβαλλόμενα Κράτη όπου η λίρα Αγγλίας δεν χρησιμοποιείται σαν νομισματική μονάδα έχουν το δικαίωμα να στρογγυλοποιούν και να μετατρέπουν σύμφωνα με το δικό τους νομισματικό σύστημα τα ποσά που αναφέρονται σ' αυτήν τη σύμβαση σε λίρες.

Η εθνική νομοθεσία μπορεί να επιφυλάσσει στον υπόχρεο το δικαίωμα της καταβολής του χρέους σε εθνικό νόμισμα σύμφωνα με τις τιμές συναλλάγματος που ισχύουν για το εν λόγω εμπόρευμα, κατά την ημερομηνία κατάπλου του πλοίου στο λιμάνι εκφόρτωσης.

Άρθρο 10

Οι διατάξεις της παρούσας σύμβασης εφαρμόζονται σε κάθε φορτωτική που εκδίδεται σε οποιοδήποτε εκ των Συμβαλλόμενων Μερών.

Άρθρο 11

Μετά την παρέλευση προθεσμίας δύο χρόνων, το αργότερο, από την ημερομηνία υπογραφής της παρούσας σύμβασης, η Κυβέρνηση του Βελγίου θα έλθει σε επικοινωνία με τις Κυβερνήσεις των Υψηλών Συμβαλλόμενων Μερών που θα έχουν δηλώσει ότι είναι έτοιμα να την κυρώσουν προκειμένου να αποφασιστεί αν θα πρέπει να τεθεί σε ισχύ. Οι επικυρώσεις θα κατατίθενται στις Βρυξέλλες σε ημερομηνία που θα καθοριστεί κατόπιν κοινής συμφωνίας μεταξύ των εν λόγω κυβερνήσεων. Η πρώτη κατάθεση των οργάνων επικύρωσης θα καταγράφεται σ' ένα πρακτικό που θα υπο-

γράφεται από τους εκπροσώπους των Κρατών-Μελών, που θα συμμετάσχουν και τον Υπουργό Εξωτερικών του Βελγίου.

Οι μεταγενέστερες καταθέσεις των οργάνων επικύρωσης θα γίνονται μέσω μιας έγγραφης κοινοποίησης που θα απευθύνεται στη Βελγική Κυβέρνηση και θα συνοδεύεται από ένα όργανο επικύρωσης.

Ακριβές αντίγραφο του πρακτικού του σχετικού με την πρώτη κατάθεση των επικυρώσεων, των κοινοποιήσεων που αναφέρονται στην προηγούμενη παράγραφο, καθώς και των οργάνων επικύρωσης που τις συνοδεύουν, θα αποστέλλονται αμέσως δια της διπλωματικής οδού, με μέριμνα της Βελγικής Κυβέρνησης, στα Κράτη που έχουν υπογράψει αυτήν τη Σύμβαση ή έχουν προσχωρήσει σ' αυτή. Στις περιπτώσεις που αναφέρονται στο προηγούμενο εδάφιο, η εν λόγω Κυβέρνηση θα γνωστοποιεί ταυτόχρονα την ημερομηνία κατά την οποία έλαβε την κοινοποίηση.

Άρθρο 12

Τα κράτη που δεν έχουν υπογράψει τη Σύμβαση θα μπορούν να προσωρήσουν σ' αυτήν, είτε συμμετείχαν είτε όχι στη Διεθνή Διάσκεψη των Βρυξελλών.

Το Κράτος που επιθυμεί να προσχωρήσει κοινοποιεί εγγράφως την πρόθεσή του στη Βελγική Κυβέρνηση διαβιβάζοντας την πράξη προσχώρησης που θα κατατεθεί στο αρχείο της εν λόγω Κυβέρνησης.

Η Βελγική Κυβέρνηση θα διαβιβάζει, αμέσως, σ' όλα τα κράτη που έχουν υπογράψει τη Σύμβαση ή έχουν προσχωρήσει σ' αυτήν, ακριβές αντίγραφο της κοινοποίησης και της πράξης προσχώρησης αναφέροντας την ημερομηνία κατά την οποία έλαβε την κοινοποίηση.

Άρθρο 13

Τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν κατά το χρόνο της υπογραφής της κατάθεσης των επικυρώσεων ή κατά την προσχώρηση να δηλώσουν ότι η αποδοχή της Σύμβασης αυτής δεν ισχύει είτε ως προς ορισμένες είτε ως προς όλες από τις αυτόνομες κτήσεις της Κοινοπολιτείας, τις αποικίες, κτήσεις, προτεκτοράτα ή υπερπόντιες επικράτειες που βρίσκονται υπό την κυριαρχία ή δικαιοδοσία τους. Κατά συνέπεια, μπορούν μεταγενέστερα να προσχωρήσουν ξεχωριστά για λογαριασμό της μιας ή της άλλης από αυτές τις αυτόνομες κτήσεις της Κοινοπολιτείας, αποικίες, κτήσεις, προτεκτοράτα ή υπερπόντιες επικράτειες που εξαιρούνται από την αρχική τους δήλωση. Μπορούν επίσης, συμμορφούμενοι με αυτές τις διατάξεις, να καταγγείλουν τη Σύμβαση αυτήν ξεχωριστά για μια ή περισσότερες αυτόνομες κτήσεις, της κοινοπολιτείας, αποικίες, κτήσεις, προτεκτοράτα ή υπερπόντιες επικράτειες που βρίσκονται υπό την κυριαρχία τους ή τη δικαιοδοσία τους.

Άρθρο 14

Ως προς τα κράτη που έχουν συμμετάσχει στην πρώτη κατάθεση των επικυρώσεων η Σύμβαση αυτή θα ισχύει ένα χρόνο μετά την ημερομηνία σύνταξης των πρακτικών αυτής της κατάθεσης. Ως προς τα Κράτη που θα την κυρώσουν μεταγενέστερα ή που θα προσχωρήσουν σ' αυτήν, καθώς και στις περιπτώσεις όπου η έναρξη ισχύος θα γίνει μεταγενέστερα και σύμφωνα με το άρθρο 13, η Σύμβαση θα έχει ισχύ έξι μήνες μετά την παραλαβή από τη Βελγική Κυβέρνηση των κοινοποιήσεων, που προβλέπονται στο άρθρο 11, εδάφιο 2 και στο άρθρο 12 εδάφιο 2.

Άρθρο 15

Σε περίπτωση που κάποιο από τα Συμβαλλόμενα Κράτη θελήσει να καταγγείλει τη Σύμβαση, η καταγγελία αυτή θα κοινοποιηθεί εγγράφως στη Βελγική Κυβέρνηση, που θα αποστείλει ακριβές αντίγραφο της κοινοποίησης σε όλα τα άλλα Κράτη-μέλη, γνωστοποιώντας τους την ημερομηνία κατά την οποία την έλαβε.

Η καταγγελία ισχύει μόνο για το Κράτος που θα την κοινοποιήσει ένα χρόνο μετά την παραλαβή της Κοινοποίησης αυτής από τη Βελγική Κυβέρνηση.

Άρθρο 16

Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος θα έχει τη δυνατότητα να συγκαλέσει μια νέα Διάσκεψη, με σκοπό την εξέταση πιθανών τροποποιήσεων, οι οποίες θα μπορούσαν να επέλθουν σ' αυτήν τη Σύμβαση.

Τα Κράτη που θα κάνουν χρήση αυτού του δικαιώματος θα πρέπει να κοινοποιήσουν την πρόθεσή τους αυτήν ένα χρόνο πριν στα άλλα Κράτη μέσω της Βελγικής Κυβέρνησης που θα αναλάβει να συγκαλέσει τη Διάσκεψη.

Έγινε στις Βρυξέλλες
σ' ένα αντίγραφο
Στις 25 Αυγούστου 1924

Πρωτόκολλο υπογραφής

Κατά την υπογραφή της Διεθνούς Σύμβασης για την ενοποίηση ορισμένων νομικών κανόνων σχετικά με τις φορτωτικές, οι προσυπογράφοντες πληρεξούσιοι υιοθέτησαν το Πρωτόκολλο αυτό που θα έχει την ίδια ισχύ και αξία, ως εάν ήταν διατάξεις που θα είχαν συνταχθεί στο ίδιο το κείμενο της Σύμβασης στην οποία αναφέρεται.

Τα Υψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη θα μπορούν να θέσουν σε ισχύ αυτήν τη Σύμβαση είτε δίνοντάς της ισχύ νόμου είτε εντάσσοντας στην εθνική τους νομοθεσία τους κανόνες που υιοθετούνται από τη Σύμβαση με μορφή ανάλογη μ' αυτήν τη νομοθεσία.

Επιφυλλάσσουν ρητά το δικαίωμα:

1. Να διευκρινίσουν ότι στις περιπτώσεις που προβλέπονται από το άρθρο 4 παράγραφος 2 γ' έως ιστ'.

Ο κομιστής της φορτωτικής μπορεί να έχει το δικαίωμα να ζητήσει ευθύνες για απώλεια ή ζημία που προκύπτει από προσωπικό λάθος του μεταφορέα ή τα λάθη των αντιπροσώπων του και τα οποία δεν καλύπτονται από την παράγραφο α'.

2. Να εφαρμόσουν σ' ό,τι αφορά στην εθνική ακτοπλοΐα, το άρθρο 6 σε όλες τις κατηγορίες των εμπορευμάτων, χωρίς να λάβουν υπόψη τον περιορισμό του τελευταίου εδαφίου του εν λόγω άρθρου.

Έγινε στις Βρυξέλλες,
σε ένα μόνο αντίγραφο
στις 25 Αυγούστου 1924

Ακολουθούν υπογραφές

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΓΙΑ ΤΗΝ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΗ ΤΗΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΝΟΠΟΙΗΣΗ ΟΡΙΣΜΕΝΩΝ ΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΝΟΝΩΝ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΙΣ ΦΟΡΤΩΤΙΚΕΣ ΠΟΥ ΥΠΟΓΡΑΦΗΚΕ ΣΤΙΣ ΒΡΥΞΕΛΛΕΣ ΣΤΙΣ 25 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1924

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ότι είναι επιθυμητή η τροποποίηση της Διεθνούς Σύμβασης για την ενοποίηση ορισμένων νομικών κανόνων σχετικά με τις φορτωτικές, που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 25 Αυγούστου 1924

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ τα εξής:

Άρθρο 1

(1) Στο Άρθρο 3 στην παράγραφο 4 θα προστίθεται:

"Ωστόσο, δεν χωρεί απόδειξη για το αντίθετο όταν η φορτωτική έχει μεταβιβασθεί σε τρίτο πρόσωπο που ενεργεί με καλή πίστη".

(2) Στο άρθρο 3 η παράγραφος 6 εδάφιο 4 διαγράφεται και αντικαθίσταται από:

"Με την επιφύλαξη της παραγράφου 6β, ο μεταφορέας και το πλοίο θα απαλλάσσονται σε κάθε περίπτωση από οποιαδήποτε ευθύνη σχετικά με τα εμπορεύματα, εφόσον δεν έχει εγερθεί αγωγή εντός ενός έτους από την παράδοσή τους ή από την ημερομηνία που θα έπρεπε να είχαν παραδοθεί. Ωστόσο, αυτή η περίοδος μπορεί να παραταθεί, αν τα μέρη έτσι συμφωνήσουν μεταγενέστερα από το γεγονός που προκάλεσε την αγωγή.

(3) Στο άρθρο 3 μετά την παράγραφο 6 προστίθεται η παράγραφος 6β:

"Αναγωγή για αποζημίωση κατά τρίτου προσώπου μπορεί να εγερθεί ακόμα και μετά τη λήξη του έτους που προβλέπεται στην προηγούμενη παράγραφο, αν εγερθεί εντός του χρονικού διαστήματος που επιτρέπεται από τη νομοθεσία του Κράτους του δικαστηρίου το οποίο έχει επιληφθεί της υπόθεσης. Πάντως το χρονικό αυτό διάστημα δεν θα είναι μικρότερο από τρεις μήνες, από την ημέρα που το πρόσωπο που εγείρει την αναγωγή έχει πληρώσει την απαίτηση ή έχει λάβει κοινοποίηση της αγωγής εναντίον του.

Άρθρο 2

Στο άρθρο 4, η παράγρ. 5 διαγράφεται και αντικαθίσταται από τα εξής:

"(α) Εκτός αν η φύση και η αξία αυτών των εμπορευμάτων έχουν δηλωθεί από το φορτωτή πριν από τη φόρτωση και έχουν αναφερθεί στη φορτωτική, ούτε ο μεταφορέας ούτε το πλοίο θα είναι ή θα θεωρηθούν σε οποιαδήποτε περίπτωση υπεύθυνοι για οποιαδήποτε απώλεια ή ζημία σε εμπορεύματα ή σε σχέση μ' αυτά για ποσό που υπερβαίνει το ισότιμο των 10.000 φράγκων ανά δέμα ή μονάδα ή 30 φράγκα κατά κιλό μικτού βάρους των εμπορευμάτων που χάθηκαν ή υπέστησαν ζημία, οποιοδήποτε από τα δύο όρια είναι μεγαλύτερο.

(β) Το συνολικό ποσό της αποζημίωσης θα υπολογίζεται σε σχέση με την αξία αυτών των εμπορευμάτων στον τόπο και το χρόνο που εκφορτώνονται από το πλοίο ή που θα έπρεπε να έχουν εκφορτωθεί, σύμφωνα με τη σύμβαση μεταφοράς. Η αξία των εμπορευμάτων θα υπολογίζεται, σύμφωνα με τη χρηματιστηριακή τιμή για το εμπόρευμα, ή, αν δεν υπάρχει τέτοια η τιμή σύμφωνα με την τρέχουσα τιμή στην αγορά, ή αν δεν υπάρχει καμία από τις δύο θα υπολογίζεται με βάση τη συνήθη αξία των εμπορευμάτων του ίδιου είδους και ποιότητας.

(γ) Όταν ένα εμπορευματοκιβώτιο, παλέτα ή παρόμοιο μέσο μεταφοράς χρησιμοποιείται για συγκέντρωση εμπορευμάτων, ο αριθμός των δεμάτων ή μονάδων που αναφέρονται στη φορτωτική ότι είναι συσκευασμένα σε τέτοιο μέσο θα θεωρείται ότι είναι ο αριθμός των δεμάτων ή των μονάδων για τους σκοπούς αυτής της παραγράφου όσον αφορά σ' αυτά τα δέματα ή στις μονάδες. Εκτός από την προαναφερόμενη περίπτωση, αυτό το μέσο μεταφοράς θα θεωρείται σα δέμα ή μονάδα.

(δ) Φράγκο σημαίνει μονάδα που αποτελείται από 65,5 χιλιοστόγραμμα χρυσού καθαρότητας 900 βαθμών. Η ημερομηνία μετατροπής του ποσού που χορηγείται σε εθνικό νόμισμα θα προσδιορίζεται από τη νομοθεσία του δικαστηρίου που έχει επιληφθεί της διαφοράς.

(ε) Ούτε ο μεταφορέας ούτε το πλοίο θα έχουν δικαίωμα να επωφεληθούν από τον περιορισμό της ευθύνης που προβλέπεται σ' αυτήν την παράγραφο αν αποδειχθεί ότι η ζημία προκλήθηκε σαν αποτέλεσμα πράξης ή παράλειψης του μεταφορέα που έγινε με πρόθεση να προξενηθεί ζημία ή από βαρειά αμέλεια και με γνώση ότι πιθανόν να προξενηθεί ζημία.

(στ) Η δήλωση που αναφέρεται στο εδάφιο (α) αυτής της παραγράφου, εφόσον ενσωματωθεί στη φορτωτική, θα αποτελεί κατ' αρχήν τεκμήριο αλλά δεν θα είναι δεσμευτική ή οριστική για το μεταφορέα.

(η) Κατόπιν συμφωνίας μεταξύ του μεταφορέα, πλοιάρχου ή πράκτορα του μεταφορέα και του φορτωτή, μπορεί να οριστούν άλλα ανώτερα όρια από αυτά, που αναφέρονται στην υπ' αριθ. (α) αυτής της παραγράφου, υπό τον όρο ότι κανένα ανώτατο όριο που θα οριστεί κατ' αυτόν τον τρόπο δεν θα είναι κατώτερο από το ανάλογο μέγιστο που αναφέρεται σ' αυτό το εδάφιο (α).

(θ) Ούτε ο μεταφορέας ούτε το πλοίο θα είναι υπεύθυνοι σε οποιαδήποτε περίπτωση για απώλεια ή ζημία στα εμπορεύματα ή σε σχέση μ' αυτά αν ο φορτωτής εν γνώσει του έχει κάνει στην φορτωτική ψευδή δήλωση σχετικά με τη φύση ή την αξία τους".

Άρθρο 3

Μεταξύ των άρθρων 4 και 5 της Σύμβασης εισάγεται το ακόλουθο Άρθρο 4β

"1. Οι ενστάσεις και τα όρια ευθύνης που προβλέπονται σ' αυτήν τη Σύμβαση θα ισχύουν για κάθε αξίωση κατά του μεταφορέα σχετικά με απώλεια ή ζημία σε εμπορεύματα που καλύπτονται από σύμβαση μεταφοράς είτε η αγωγή θεμελιώνεται σε συμβατική ευθύνη είτε σε εξωσυμβατική ευθύνη.

2. Αν τέτοια αξίωση προβληθεί κατά υπαλλήλου ή πράκτορα του μεταφορέα, ο υπάλληλος ή πράκτορας αυτός με την προϋπόθεση ότι δεν είναι τρίτος συμβαλλόμενος μπορεί να προτείνει τις ενστάσεις και τα όρια ευθύνης, που δικαιούται να επικαλεσθεί ο μεταφορέας σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση.

3. Το σύνολο των ποσών αποζημίωσης σε βάρος του μεταφορέα και των υπαλλήλων και πρακτόρων του δεν θα υπερβαίνει, σε καμιά περίπτωση, το όριο που προβλέπεται σ' αυτήν τη Σύμβαση.

4. Ωστόσο, ένας υπάλληλος ή πράκτορας του μεταφορέα

δεν δικαιούται να επωφεληθεί από τις διατάξεις αυτού του Άρθρου, αν αποδεικνύεται ότι η ζημία προκλήθηκε σαν αποτέλεσμα μιας πράξης ή παράλειψης του υπαλλήλου ή πράκτορα που έγινε με την πρόθεση να προξενηθεί ζημία ή από βαρειά αμέλεια και με γνώση ότι πιθανόν να προξενηθεί ζημία".

Άρθρο 4

Το άρθρο 9 της Σύμβασης διαγράφεται και αντικαθίσταται από το εξής:

"Η παρούσα Σύμβαση δεν επηρεάζει τις διατάξεις οποιασδήποτε άλλης διεθνούς Σύμβασης ή εθνικής νομοθεσίας που ρυθμίζουν την ευθύνη για πυρηνική βλάβη".

Άρθρο 5

Το άρθρο 10 της Σύμβασης διαγράφεται και αντικαθίσταται από τα εξής:

"Οι διατάξεις αυτής της Σύμβασης ισχύουν για οποιαδήποτε φορτωτική που αφορά τη μεταφορά εμπορευμάτων μεταξύ λιμένων σε δύο διαφορετικά κράτη αν:

(α) η φορτωτική εκδοθεί σε ένα Συμβαλλόμενο Κράτος ή

(β) η μεταφορά γίνεται από λιμένα Συμβαλλόμενου Κράτους ή

(γ) η σύμβαση μεταφοράς που περιέχεται ή της οποίας αποτελεί αποδεικτικό στοιχείο η φορτωτική προβλέπει ότι οι διατάξεις αυτής της Σύμβασης ή της νομοθεσίας οποιουδήποτε Κράτους που τις εφαρμόζει θα διέπουν τη σύμβαση μεταφοράς, ανεξάρτητα από την εθνικότητα του πλοίου, του μεταφορέα, του φορτωτή, του παραλήπτη ή οποιουδήποτε άλλου ενδιαφερόμενου προσώπου.

Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος θα εφαρμόζει τις διατάξεις αυτής της Σύμβασης στις φορτωτικές που προαναφέρονται.

Το Άρθρο αυτό δεν εμποδίζει ένα Συμβαλλόμενο Κράτος από του να εφαρμόζει τις διατάξεις της Σύμβασης αυτής για φορτωτικές που δεν συμπεριλαμβάνονται στις προηγούμενες παραγράφους".

Άρθρο 6

Μεταξύ των Μερών του παρόντος Πρωτοκόλλου, η Σύμβαση και το Πρωτόκολλο θα θεωρούνται και θα ερμηνεύονται μαζί σαν ένα ενιαίο έγγραφο.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν θα έχει καμία υποχρέωση να εφαρμόζει τις διατάξεις αυτού του Πρωτοκόλλου σε φορτωτικές που έχουν εκδοθεί σε Κράτος που είναι Μέρος στη Σύμβαση αλλά δεν είναι Μέρος σ' αυτό το Πρωτόκολλο.

Άρθρο 7

Μεταξύ των Μερών του παρόντος Πρωτοκόλλου, η καταγγελία της Σύμβασης από οποιοδήποτε από αυτά, σύμφωνα με το άρθρο της 15, δεν θα ερμηνεύεται κατά κανέναν τρόπο σαν καταγγελία της Σύμβασης όπως τροποποιείται από το παρόν Πρωτόκολλο.

Άρθρο 8

Κάθε διαφορά μεταξύ δύο ή περισσότερων Συμβαλλόμενων Μερών σχετικά με την ερμηνεία ή εφαρμογή της Σύμβασης που δεν μπορεί να τακτοποιηθεί με διαπραγματεύσεις, θα υποβάλλεται σε διαιτησία αν το ζητήσει ένα από αυτά. Αν μέσα σε διάστημα έξι μηνών από την ημερομηνία της αίτησης για διαιτησία τα Μέρη δεν έχουν συμφωνήσει για τη διαδικασία της διαιτησίας, οποιοδήποτε από τα Μέρη μπορεί να φέρει τη διαφορά στο Διεθνές Δικαστήριο μετά από αίτηση σύμφωνα με το Καταστατικό του Δικαστηρίου.

Άρθρο 9

(1) Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί κατά το χρόνο της υπογραφής ή της κύρωσης του παρόντος Πρωτοκόλλου ή της προσχώρησης σ' αυτό, να δηλώσει ότι δεν θεωρεί ότι δεσμεύεται από το Άρθρο 8 αυτού του Πρωτοκόλλου.

Τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη δεν θα δεσμεύονται από αυτό το Άρθρο έναντι οποιουδήποτε Συμβαλλόμενου Μέρους που έχει εκφράσει τέτοια επιφύλαξη.

(2) Συμβαλλόμενο Μέρος που έχει εκφράσει επιφύλαξη, σύμφωνα με την παράγραφο 1, μπορεί οποτεδήποτε να την αποσύρει με ανακοίνωση στη Βελγική Κυβέρνηση.

Άρθρο 10

Το Πρωτόκολλο αυτό θα είναι ανοιχτό για υπογραφή από τα Κράτη που έχουν κυρώσει τη Σύμβαση ή που έχουν προσχωρήσει σ' αυτήν μέχρι τις 23 Φεβρουαρίου 1968 και από οποιοδήποτε Κράτος εκπροσωπείται στη 12η σύνοδο (1967-1968) της Διπλωματικής Διάσκεψης Ναυτικού Δικαίου.

Άρθρο 11

(1) Αυτό το Πρωτόκολλο πρέπει να επικυρωθεί.

(2) Επικύρωση αυτού του Πρωτοκόλλου από οποιοδήποτε κράτος που δεν είναι Μέρος στη Σύμβαση θα έχει σαν αποτέλεσμα την προσχώρηση στη Σύμβαση.

(3) Τα έγγραφα επικύρωσης θα κατατεθούν στη Βελγική Κυβέρνηση.

Άρθρο 12

(1) Κράτη που είναι Μέλη των Ηνωμένων Εθνών ή Μέλη των εξειδικευμένων οργάνων των Ηνωμένων Εθνών και που δεν εκπροσωπούνται στη 12η Σύνοδο της Διπλωματικής Διάσκεψης για το Ναυτικό Δίκαιο, μπορεί να προσχωρήσουν σ' αυτό το Πρωτόκολλο.

(2) Προσχώρηση σ' αυτό το Πρωτόκολλο θα έχει την ισχύ προσχώρησης στη Σύμβαση.

(3) Τα όργανα προσχώρησης θα κατατεθούν στη Βελγική Κυβέρνηση.

Άρθρο 13

(1) Η ισχύς αυτού του Πρωτοκόλλου θα αρχίσει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης δέκα εγγράφων επικύρωσης ή προσχώρησης, τουλάχιστον πέντε από τα οποία θα έχουν κατατεθεί από Κράτη που το καθένα διαθέτει χωρητικότητα ίση ή μεγαλύτερη από 1.000.000 κόρους ολικής χωρητικότητας.

(2) Για κάθε Κράτος που κυρώνει το παρόν Πρωτόκολλο ή προσχωρεί σ' αυτό μετά την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης που προσδιορίζει την έναρξη ισχύος, όπως ορίζεται στην παράγραφο (1) αυτού του Άρθρου, αυτό το Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσής

του ή προσχώρησης σ' αυτό.

Άρθρο 14

(1) Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να καταγγείλει το Πρωτόκολλο αυτό με ανακοίνωσή του στη Βελγική Κυβέρνηση.

(2) Η καταγγελία αυτή συνεπάγεται την καταγγελία της Σύμβασης.

(3) Η καταγγελία παράγει αποτελέσματα ένα χρόνο μετά την ημερομηνία λήψης της ανακοίνωσης από τη Βελγική Κυβέρνηση.

Άρθρο 15

(1) Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί κατά το χρόνο της υπογραφής, επικύρωσης ή προσχώρησης ή οποτεδήποτε αργότερα, να δηλώσει με γραπτή ανακοίνωση προς τη Βελγική Κυβέρνηση σε ποιές από τις εδαφικές περιοχές που βρίσκονται υπό την κυριαρχία του ή για τις δημόσιες σχέσεις των οποίων είναι υπεύθυνο, εφαρμόζεται το Πρωτόκολλο αυτό.

Τρεις μήνες μετά την ημερομηνία λήψης μιας τέτοιας ανακοίνωσης από τη Βελγική Κυβέρνηση, το Πρωτόκολλο θα επεκτείνεται στις αναφερόμενες σε αυτήν εδαφικές περιοχές, αλλά όχι πριν από την ημερομηνία θέσης σε ισχύ του Πρωτοκόλλου στο ενδιαφερόμενο Κράτος.

(2) Αυτή η επέκταση θα έχει επίσης εφαρμογή στη Σύμβαση εάν η τελευταία δεν έχει ισχύσει ακόμα σε αυτές τις περιοχές.

(3) Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Κράτος έχει κάνει δήλωση, σύμφωνα με την παράγραφο (1) αυτού του Άρθρου, μπορεί σε οποιοδήποτε μεταγενέστερο χρόνο να δηλώσει με ανακοίνωσή του προς τη Βελγική Κυβέρνηση ότι η ισχύς του Πρωτοκόλλου παύει να επεκτείνεται σε αυτήν την περιοχή. Η καταγγελία αυτή θα παράγει αποτελέσματα ένα χρόνο μετά την ημερομηνία λήψης της ανακοίνωσης αυτής από τη Βελγική Κυβέρνηση. Θα έχει επίσης εφαρμογή στη Σύμβαση.

Άρθρο 16

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να εφαρμόσουν το παρόν Πρωτόκολλο είτε προσδίδοντάς του την ισχύ νόμου είτε περιλαμβάνοντας με κατάλληλη μορφή στην εθνική τους νομοθεσία τους κανόνες που υιοθετούνται από αυτό το Πρωτόκολλο.

Άρθρο 17

Η Βελγική Κυβέρνηση θα γνωστοποιήσει στα Κράτη, που εκπροσωπούνται στη δωδέκατη σύνοδο (1967-1968) της Διπλωματικής Διάσκεψης για το Ναυτικό Δίκαιο, στα Κράτη που προσχωρούν σ' αυτό το Πρωτόκολλο και στα Κράτη-Μέλη της Σύμβασης, τα ακόλουθα:

1. Τις υπογραφές, επικυρώσεις και προσχωρήσεις που λαμβάνονται σύμφωνα με τα Άρθρα 10, 11 και 12.

2. Την ημερομηνία κατά την οποία το Πρωτόκολλο αυτό θα τεθεί σε ισχύ σύμφωνα με το άρθρο 13.

3. Τις γνωστοποιήσεις όσον αφορά την εφαρμογή στις εδαφικές περιοχές σύμφωνα με το Άρθρο 15.

4. Τις καταγγελίες που λαμβάνονται σύμφωνα με το Άρθρο 14.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΟΥ ΠΑΡΟΝΤΟΣ οι υπογεγραμμένοι που είναι κατάλληλα εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτόν υπέγραψαν το Πρωτόκολλο αυτό.

ΕΓΙΝΕ στις Βρυξέλλες, σ' ένα αντίγραφο, στις 23 Φεβρουαρίου 1968, στη γαλλική και αγγλική γλώσσα και τα δύο κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, που παραμένει κατατεθειμένο στο αρχείο της Κυβέρνησης του Βελγίου, η οποία θα εκδόσει επικυρωμένα αντίγραφα.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΓΙΑ ΤΗΝ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΗ ΤΗΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΝΟΠΟΙΗΣΗ ΟΡΙΣΜΕΝΩΝ ΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΝΟΝΩΝ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΙΣ ΦΟΡΤΩΤΙΚΕΣ, ΤΗΣ 25ΗΣ ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1924, ΟΠΩΣ ΑΥΤΗ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΘΗΚΕ ΑΠΟ ΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΤΗΣ 23ΗΣ ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1968

ΤΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ ΑΥΤΟΥ ΤΟΥ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΥ ΠΟΥ ΕΙΝΑΙ ΜΕΡΗ της Διεθνούς Σύμβασης για την ενοποίηση ορισμένων νομικών κανόνων σχετικά με τις φορτωτικές, που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 25 Αυγούστου 1924, όπως αυτή τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο για την τροποποίηση αυτής της Σύμβασης, που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 23 Φεβρουαρίου 1968,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ τα εξής:

Άρθρο Ι

Για τους σκοπούς αυτού του Πρωτοκόλλου, "Σύμβαση" σημαίνει τη Διεθνή Σύμβαση για την ενοποίηση ορισμένων νομικών κανόνων σχετικά με τις φορτωτικές και το Πρωτόκολλο υπογραφής της, που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 25 Αυγούστου 1924, όπως αυτή τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο, που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 23 Φεβρουαρίου 1968.

Άρθρο ΙΙ

1. Στο άρθρο 4 η παράγρ. 5, a) της Σύμβασης αντικαθίσταται από το εξής:

"a) Εκτός αν η φύση και η αξία των εμπορευμάτων έχουν δηλωθεί από το φορτωτή πριν από τη φόρτωση και έχουν αναφερθεί στη φορτωτική, ούτε ο μεταφορέας ούτε το πλοίο θα είναι ή θα θεωρηθούν σε οποιαδήποτε περίπτωση υπεύθυνοι για οποιαδήποτε απώλεια ή ζημία σε εμπορεύματα ή σε σχέση μ' αυτά για ποσό, που υπερβαίνει τις 666.67 μονάδες υπολογισμού ανά δέμα ή μονάδα ή 2 μονάδες υπολογισμού κατά κιλό μικτού βάρους των εμπορευμάτων που χάθηκαν ή υπέστησαν ζημία, οποιοδήποτε από τα δύο όρια είναι μεγαλύτερο.

2. Στο άρθρο 4, η παράγρ. 5, d) της Σύμβασης αντικαθίσταται από το εξής:

"d) Η μονάδα υπολογισμού, που αναφέρεται σ' αυτό το άρθρο είναι τα Ειδικά Τραβηκτικά Δικαιώματα, όπως αυτά προσδιορίζονται από το Διεθνές Νομισματικό Ταμείο. Τα ποσά, που αναφέρονται στην υποπαράγραφο a) αυτής της παραγράφου, θα μετατρέπονται στο εθνικό νόμισμα με βάση την αξία του νομίσματος αυτού, στην ημερομηνία, που θα προσδιορίζεται από τη νομοθεσία του Κράτους του δικαστηρίου, που έχει επιληφθεί της υποθέσεως. Η ισοτιμία της αξίας του εθνικού νομίσματος προς τα Ειδικά Τραβηκτικά Δικαιώματα, κράτους που είναι μέλος του Διεθνούς Νομισματικού Ταμείου, θα υπολογίζεται σύμφωνα με τη μέθοδο υπολογισμού, που ισχύει και εφαρμόζεται από το Διεθνές Νομισματικό Ταμείο στη συγκεκριμένη ημερομηνία, στη λει-

τουργία και τις συναλλαγές του. Η ισοτιμία της αξίας του εθνικού νομίσματος προς τα Ειδικά Τραβηκτικά Δικαιώματα, κράτους που δεν είναι μέλος του Διεθνούς Νομισματικού Ταμείου, θα γίνεται σύμφωνα με τον τρόπο, που θα καθορίζει το ίδιο το Κράτος.

Εν τούτοις, Κράτος που δεν είναι μέλος του Διεθνούς Νομισματικού Ταμείου και που η νομοθεσία του δεν επιτρέπει την εφαρμογή των διατάξεων, που προβλέπονται στις προηγούμενες προτάσεις, μπορεί, κατά το χρόνο της επικύρωσης του Πρωτοκόλλου του 1979 ή της προσχώρησης σ' αυτό ή οποτεδήποτε αργότερα, να δηλώσει ότι τα όρια της ευθύνης, που προβλέπονται στη Σύμβαση αυτή και θα εφαρμόζονται στο έδαφός του, θα καθορίζονται ως εξής:

ι) σχετικά με το ποσό των 666.67 μονάδων υπολογισμού, που αναφέρονται στην υποπαράγρ. α) της παραγράφ. 5 του άρθρου αυτού, 10.000 νομισματικές μονάδες,

ιι) σχετικά με το ποσό των 2 μονάδων υπολογισμού, που αναφέρονται στην υποπαράγρ. α) της παραγράφ. 5 του άρθρου αυτού, 30 νομισματικές μονάδες.

Η νομισματική μονάδα, που αναφέρεται στην προηγούμενη πρόταση, αντιστοιχεί σε 65,5 χιλιοστόγραμμα χρυσού καθαρότητας 900 βαθμών.

Η μετατροπή των ποσών, που καθορίζονται σ' αυτήν την πρόταση στο εθνικό νόμισμα, θα γίνει σύμφωνα με το δίκαιο του ενδιαφερόμενου κράτους. Ο υπολογισμός και η μετατροπή, που αναφέρονται στις προηγούμενες προτάσεις θα γίνουν με τέτοιο τρόπο ώστε το εθνικό νόμισμα κάθε κράτους να εκφράζει κατά το δυνατόν την ίδια πραγματική αξία για τα ποσά της υποπαραγράφου α) της παραγράφου 5 του άρθρου αυτού, όπως εκφράζονται εκεί σε μονάδες υπολογισμού. Κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης του Πρωτοκόλλου του 1979 ή της προσχώρησης σ' αυτό και όταν υπάρχει αλλαγή της μεθόδου υπολογισμού ή της αξίας του εθνικού νομίσματος σε σχέση με την μονάδα υπολογισμού ή τη νομισματική μονάδα, τα Κράτη θα ανακοινώνουν στο θεματοφύλακα τον τρόπο υπολογισμού ή το αποτέλεσμα της μετατροπής, ανάλογα με την περίπτωση.

Άρθρο III

Κάθε διαφορά μεταξύ δύο ή περισσότερων Συμβαλλόμενων Μερών σχετικά με την ερμηνεία ή εφαρμογή του Πρωτοκόλλου αυτού, που δεν μπορεί να τακτοποιηθεί με διαπραγματεύσεις, θα υποβάλλεται σε διαιτησία αν το ζητήσει ένα απ' αυτά. Αν μέσα σε διάστημα έξι μηνών από την ημερομηνία της αίτησης για διαιτησία τα μέρη δεν έχουν συμφωνήσει για τη διαδικασία της διαιτησίας, οποιοδήποτε από τα Μέρη μπορεί να φέρει τη διαφορά στο Διεθνές Δικαστήριο μετά από αίτηση σύμφωνα με το Καταστατικό του Δικαστηρίου.

Άρθρο IV

(1) Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί κατά το χρόνο της υπογραφής ή της κύρωσης του παρόντος Πρωτοκόλλου ή της προσχώρησης σ' αυτό να δηλώσει ότι δεν θεωρεί ότι δεσμεύεται από το άρθρο III.

(2) Συμβαλλόμενο Μέρος, που έχει εκφράσει επιφύλαξη, σύμφωνα με την παράγραφο (1), μπορεί οποτεδήποτε να την αποσύρει με ανακοίνωση στη Βελγική Κυβέρνηση.

Άρθρο V

Το Πρωτόκολλο αυτό θα είναι ανοιχτό για υπογραφή από τα Κράτη που έχουν υπογράψει τη Σύμβαση της 25ης Αυγούστου 1924 ή το Πρωτόκολλο της 23ης Φεβρουαρίου 1968 ή που είναι Μέρη της Σύμβασης.

Άρθρο VI

(1) Αυτό το Πρωτόκολλο πρέπει να επικυρωθεί.

(2) Επικύρωση αυτού του Πρωτοκόλλου από οποιοδήποτε Κράτος, που δεν είναι Μέρος στη Σύμβαση θα έχει την ισχύ επικύρωσης της Σύμβασης.

(3) Τα έγγραφα επικύρωσης θα κατατεθούν στη Βελγική Κυβέρνηση.

Άρθρο VII

(1) Κράτη, που δεν αναφέρονται στο άρθρο V μπορούν να προσχωρήσουν σ' αυτό το Πρωτόκολλο.

(2) Προσχώρηση σ' αυτό το Πρωτόκολλο θα έχει την ισχύ προσχώρησης στη Σύμβαση.

(3) Τα έγγραφα προσχώρησης θα κατατεθούν στη Βελγική Κυβέρνηση.

Άρθρο VIII

(1) Η ισχύς αυτού του Πρωτοκόλλου θα αρχίσει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης πέντε εγγράφων επικύρωσης ή προσχώρησης.

(2) Για κάθε Κράτος, που κυρώνει αυτό το Πρωτόκολλο ή προσχωρεί σ' αυτό μετά την πέμπτη κατάθεση, αυτό το Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσής του ή προσχώρησης σ' αυτό.

Άρθρο IX

(1) Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να καταγγείλει το Πρωτόκολλο αυτό με ανακοίνωσή του στη Βελγική Κυβέρνηση.

(2) Η καταγγελία παράγει αποτελέσματα ένα χρόνο μετά την ημερομηνία λήψης της ανακοίνωσης από τη Βελγική Κυβέρνηση.

Άρθρο X

(1) Κάθε Κράτος μπορεί κατά το χρόνο της υπογραφής, επικύρωσης ή προσχώρησης ή οποτεδήποτε αργότερα, να δηλώσει με γραπτή ανακοίνωση προς τη Βελγική Κυβέρνηση, σε ποιές από τις εδαφικές περιοχές για τις διεθνείς σχέσεις των οποίων είναι υπεύθυνο, εφαρμόζεται το Πρωτόκολλο αυτό. Τρεις μήνες μετά τη λήψη μιας τέτοιας ανακοίνωσης από τη Βελγική Κυβέρνηση, το Πρωτόκολλο θα επεκτείνεται στις αναφερόμενες σ' αυτήν εδαφικές περιοχές, αλλά όχι πριν από την ημερομηνία θέσης σε ισχύ του Πρωτοκόλλου στο ενδιαφερόμενο Κράτος.

(2) Η επέκταση αυτή θα έχει επίσης εφαρμογή στη Σύμβαση εάν η τελευταία δεν έχει ισχύσει ακόμα σ' αυτές τις περιοχές.

(3) Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Κράτος έχει κάνει δήλωση, σύμφωνα με την παράγραφο (1) αυτού του Άρθρου, μπορεί σε οποιοδήποτε μεταγενέστερο χρόνο να δηλώσει

με ανακοίνωσή του προς τη Βελγική Κυβέρνηση ότι η ισχύς του Πρωτοκόλλου παύει να επεκτείνεται σ' αυτές τις περιοχές. Η καταγγελία αυτή θα παράγει αποτελέσματα ένα χρόνο μετά την ημερομηνία λήψης της ανακοίνωσης από τη Βελγική Κυβέρνηση.

Άρθρο XI

Η Βελγική Κυβέρνηση θα γνωστοποιήσει στα κράτη, που έχουν υπογράψει και προσχωρήσει, τα ακόλουθα:

1. Τις υπογραφές, επικυρώσεις και προσχωρήσεις, που λαμβάνονται σύμφωνα με τα Άρθρα V, VI και VII.
2. Την ημερομηνία κατά την οποία το Πρωτόκολλο αυτό θα τεθεί σε ισχύ σύμφωνα με το Άρθρο VIII.
3. Τις γνωστοποιήσεις όσον αφορά την εφαρμογή στις εδαφικές περιοχές σύμφωνα με το Άρθρο X.
4. Τις δηλώσεις και κοινοποιήσεις, που γίνονται σύμφωνα με το άρθρο II.
5. Τις δηλώσεις, που γίνονται σύμφωνα με το Άρθρο IV.
6. Τις καταγγελίες, που λαμβάνονται σύμφωνα με το Άρθρο IX.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΟΥ ΠΑΡΟΝΤΟΣ οι υπογεγραμμένοι, που είναι κατάλληλα εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτόν, υπέγραψαν το Πρωτόκολλο αυτό.

ΕΓΙΝΕ στις Βρυξέλλες, σ' ένα αντίγραφο, στις 21 Δεκεμβρίου 1979, στην αγγλική και γαλλική γλώσσα και τα δύο κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, που παραμένει κατατεθειμένο στο αρχείο της Κυβέρνησης του Βελγίου, η οποία θα εκδόσει επικυρωμένα αντίγραφα.

Άρθρο δεύτερο

1. Οι διατάξεις της δια του παρόντος νόμου κυρουμένης Διεθνούς Συμβάσεως, όπως αυτή τροποποιείται από τα κυρούμενα ομοίως πρωτόκολλα, εφαρμόζονται στην Ελλάδα και έχουν ισχύ για όλες τις μεταφορές που εκτελούνται υπό φορτωτική, όπου τα λιμάνια φόρτωσης και εκφόρτωσης ανήκουν σε διαφορετικά Κράτη, καθώς επίσης και στις θαλάσσιες μεταφορές μεταξύ ελληνικών λιμένων.

2. Από την εφαρμογή των δια του παρόντος νόμου κυρουμένων κειμένων δεν θίγονται οι διατάξεις του ν. 3816/1958 που δεν έχουν σχέση με τα κυρούμενα κείμενα και συγκεκριμένα οι διατάξεις των άρθρων 168 έως και 173.

Άρθρο τρίτο

1. Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως. Η εφαρμογή των δια του παρόντος νόμου κυρουμένων κειμένων αρχίζει από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 12 της Διεθνούς Σύμβασης, της παραγράφου (2) του άρθρου 13 του πρώτου Πρωτοκόλλου (1968) και της παραγράφου (2) του άρθρου VIII του δεύτερου Πρωτοκόλλου (1974).

2. Τα πρωτότυπα κείμενα της Διεθνούς Σύμβασης στη γαλλική γλώσσα και των δύο πρωτοκόλλων στην αγγλική γλώσσα κατισχύουν των ελληνικών κειμένων.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 28 Δεκεμβρίου 1992

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
ΜΙΧ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ	**ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 29 Δεκεμβρίου 1992

Η ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΝΝΑ ΨΑΡΟΥΔΑ-ΜΠΕΝΑΚΗ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση : Καποδιστρίου 34
Ταχ. Κώδικας: 104 32
TELEX : 22.3211 YPET GR

Οι Υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ** λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.30'**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

- Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Σολωμού 51 τηλ.: 52.39.762
- ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
- Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
- Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ Καποδιστρίου 25 τηλ.: 52.25.713 – 52.49.547

- Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785
  Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

- Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 60. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 100, από 17 έως 24 δρχ. 120

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 40 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531			Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512	
Η ετήσια συνδρομή είναι:			Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)	
α) Για το Τεύχος Α'	Δρχ.	13.000	Δρχ.	650
β) » » » Β'	»	23.000	»	1.150
γ) » » » Γ'	»	7.000	»	350
δ) » » » Δ'	»	22.000	»	1.100
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	»	15.000	»	750
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	»	7.000	»	350
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	»	4.000	»	200
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	»	7.000	»	350
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	»	2.000	»	100
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	»	50.000	»	2.500
ια) Για όλα τα Τεύχη	»	100.000	»	5.000

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ